



MARDI 11 SEPTEMBRE 2018

"Chaque télévision fabriquée sur terre détruit la planète terre."

- ▶ **Théories sur les risques d'effondrement de la civilisation industrielle** p.1
- ▶ **Le prix du baril de pétrole soumis à des vents contraires** p.11
- ▶ **Les pneumologues plaident pour le désinvestissement français des énergies fossiles** p.13
- ▶ **PETROLE ET GAZ... RIONS...** (Patrick Reymond) p.14
- ▶ **PIC URANIFERE...** (Patrick Reymond) p.15
- ▶ **Bertrand Piccard croit au miracle technologique** (Michel Sourrouille) p.15
- ▶ **Les ennemis de l'écologie qui se disent écologistes** (Michel Sourrouille) p.17
- ▶ **La gestion forestière et le pâturage auraient un impact plus important que prévu sur l'environnement** p.18

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Le boom pétrolier des États-Unis est bidon** (Bill Bonner) p.23
- ▶ **Les trois bienfaits de la crise de 2008** (Simone Wapler) p.25
- ▶ **« La pomme de la discorde. Trump explose Apple en vol... ! »** (Charles Sannat) p.27
- ▶ **Banquier central, de quoi se gratter la tête** (François Leclerc) p.29
- ▶ **L'Iran est en échec mais loin d'être mat** (Michel Santi) p.31
- ▶ **Scoop.it** p.32
- ▶ **La zone Euro est un échec dangereux** (Jacques Sapir) p.37



Théories sur les risques d'effondrement de la civilisation industrielle

Wikipedia



Les théories sur les risques d'effondrement de la civilisation industrielle sont des théories relatives aux risques de déclin imminent du monde industriel contemporain qui incluent l'extinction de nombreuses espèces vivantes, dont l'espèce humaine, et qui s'inscrivent dans un processus d'effondrement global. Ces conceptions décrivent un risque systémique de catastrophes planétaires provoqué directement par son mode de fonctionnement^{1,2}. Ces

théories de l'effondrement ne relèvent pas de la preuve scientifique directe, mais s'appuient sur des indices mesurables et des études documentées^{3,4,5}.

Les avertissements apocalyptiques (ou de [fin du monde](#)) s'inscrivent dans une tradition ancienne⁶, mais l'originalité des théories actuelles est qu'elles s'appuient sur des faits scientifiques dont la réalité est reconnue par des rapports et expertises scientifiques et institutionnels, tels que ceux du [Club de Rome](#), du [GIEC](#)^{7,8}, d'autorités militaires internationales^{9,10}, de la [Banque mondiale](#)¹¹ et du [Forum de Davos](#)¹². Par ailleurs, les risques mis en avant ont désormais pour origine l'activité humaine.

Définitions et causes d'un risque d'effondrement de la civilisation industrielle

Il y a plusieurs définitions de l'effondrement.

Selon les archéologues, l'effondrement est une réduction rapide de la population humaine et/ou de la complexité politique/économique/sociale, sur une zone étendue et une durée importante. L'anthropologue américain [Joseph Tainter](#), dans son ouvrage *L'Effondrement des sociétés complexes (The Collapse of Complex Societies)*, complète cette définition principalement en trois points :

1. Plus une société est complexe, plus elle requiert de l'énergie ;
2. Après avoir épuisé l'énergie bon marché et la dette abordable, elle perd sa capacité à résoudre ses problèmes (économiques et autres) ;
3. L'effondrement est la simplification rapide d'une société^{13,14}.

Une autre définition, plus sociale, relative à la conjoncture actuelle, est celle du mathématicien et homme politique [Yves Cochet](#) :

« [une situation dans laquelle] les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, mobilité, sécurité) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi¹⁵. »

Selon [Dennis Meadows](#), professeur émérite américain de l'[université du New Hampshire](#) en gestion des systèmes, « un effondrement est un processus qui implique ce que l'on appelle une « [boucle de rétroaction](#) positive », c'est-à-dire un phénomène qui renforce ce qui le provoque ». Pour expliquer cette boucle de rétroaction, il prend l'exemple suivant : si la population perd sa confiance dans la monnaie, elle retire ses fonds des banques, ce qui fragilise d'autant les banques ; ce qui inquiète les clients qui, donc, retirent encore plus leur argent des banques, et ainsi de suite. « Ce genre de processus mène à l'effondrement¹⁶. ».

Pour les défenseurs de ces théories, les facteurs qui contribuent à l'effondrement de la civilisation industrielle ont la particularité d'être interdépendants et globaux, d'où un risque de fortes perturbations mondialisées en cascade. Ils sont étudiés le plus souvent dans les champs environnementaux, économiques, sociaux et culturels, en se basant sur :

1. **La disponibilité des ressources** : par exemple, l'épuisement des [ressources énergétiques](#)¹⁷ ou [minérales](#), comme le [pic pétrolier](#), le pic de production de phosphate¹⁸ ou d'autres [surexploitations](#) de [minéraux critiques](#).
2. Le risque d'une **transformation radicale de l'écosystème mondial** et d'une entrée dans l'[Anthropocène](#). Ainsi, Anthony D. Barnosky, spécialiste américain de biologie évolutive

de l'[université de Berkeley](#)¹⁹ analyse, dans la revue *Nature*, la possibilité du changement brusque et irréversible de l'écosystème mondial³. [Johan Rockström \(sv\)](#), professeur suédois en gestion des ressources naturelles au [Centre de Résilience de Stockholm \(en\)](#) établit en préambule de son article sur les [limites planétaires](#) que « les pressions anthropiques sur le système terrestre ont atteint une échelle où le changement environnemental mondial brusque ne peut plus être exclu⁵. » [Will Steffen \(en\)](#), chimiste américain de l'[université nationale australienne](#), conclut, dans la revue *Sciences*, que « La transgression des limites planétaires crée [...] le risque substantiel de déstabiliser l'état [Holocène](#) du système Terre. »⁴ ; la destruction des [écosystèmes](#) et de la [biodiversité](#) ayant elle-même plusieurs origines : [industrie agroalimentaire](#) de masse, [élevage intensif](#), [déforestation](#) massive, [pollution marine](#), [déclin des pollinisateurs](#), [fragmentation](#) et dégradation des [habitats naturels](#), etc.. Ce qui signifie, dans un temps très rapide mais difficile à évaluer (entre 5 et 75 ans) un effondrement global qui reste à déterminer.

3. **La dynamique propre du système**, ou *Effondrement financier* c'est-à-dire par effondrement du système économique dominant, à échelle planétaire, à cause d'un dépassement des limites d'équilibre du système²⁰, par exemple via un enchaînement de phénomènes de [crise de confiance](#), [récession](#), [inflation](#), [déflation](#), [dépression économique](#), [stagflation](#), effondrement [boursier](#), etc. Selon Thomas Jeitschko et Curtis Taylor, dans un système où l'information circule vite, des cascades de comportements individuels peuvent aussi avoir une importance²¹.
4. **La croissance démographique exponentielle** entraînant la [surpopulation](#) redoutée par [Thomas Malthus](#), qui prônait la restriction démographique²².

Tous ces paramètres convergents sont autant de causes qui rendent possible un effondrement²³. Ces facteurs ne provoquent pas les mêmes effets : la fin du pétrole a, par exemple, un impact sur le monde industriel tandis que le changement climatique a potentiellement un impact sur toutes les espèces vivantes. C'est l'interconnexion de tous ces facteurs qui rend possible un effondrement systémique global.

Historique

Origines de la notion d'effondrement

Bien que la crainte de l'effondrement ait accompagné de longue date l'histoire des civilisations et que certains scientifiques aient émis des doutes dès le XIXe siècle concernant la pérennité de la civilisation industrielle ([Jean-Baptiste de Lamarck](#) par exemple²⁴), les premières études rigoureuses et vérifiables sont apparues après les années 1970. La notion d'effondrement appliquée à la civilisation industrielle provient notamment du [Club de Rome](#)²⁵. Celui-ci — composé entre autres de scientifiques, d'économistes, ainsi que d'industriels de 52 nations — commande au professeur [Dennis Meadows](#) du [MIT](#) une étude sur l'état des ressources naturelles dans le monde²⁶. Cette dernière donne lieu au rapport Meadows que le Club de Rome publia en 1972 sous le titre : *The Limits To Growth*, traduit en français par [Halte à la croissance ?](#) ²⁷.

La particularité de ce rapport est qu'il est basé sur la méthode de la [dynamique des systèmes](#) et

sur des [modèles](#) de [simulation informatiques](#)²⁸. Le modèle [World3](#) montrait que si rien n'était fait pour inverser la tendance, un effondrement aurait lieu durant la première moitié du XX^e siècle. Les révisions du rapport de 1993 et de 2004 confirment ce pronostic²⁹. En 2012, le chercheur australien Graham Turner du [CSIRO](#), en compilant 40 ans de données de l'[ONU](#), a montré que le modèle s'était avéré précis et robuste, confirmant ainsi l'imminence d'un effondrement, ainsi que l'apparition des premiers signes³⁰.

En mars 2014, une étude parrainée par le [Goddard Space Flight Center](#) a montré que les fortes inégalités économiques et une forte prédation des ressources naturelles étaient deux facteurs clés dans l'effondrement d'une civilisation^{31,32}.

1970-2000

Dès 1973, l'agronome français [René Dumont](#) reprend les conclusions du Club de Rome et en développe les conséquences³³. Dans son ouvrage *L'Utopie ou la mort !*, il évoque déjà, selon ses propres termes, « la fin de la civilisation » pour le début du XXI^e siècle. Afin d'y échapper il propose comme pistes : le contrôle démographique ; les économies d'énergie ; la coopération internationale avec les pays en voie de développement ; la protection et la remédiation des sols. Il défend ses idées et les fait découvrir aux Français en se présentant à l'[élection présidentielle française de 1974](#)³⁴ ; il est le premier candidat écologiste à se présenter à cette élection.

Par ailleurs, déjà en 1979, le philosophe allemand [Hans Jonas](#), dans son œuvre majeure *Le Principe responsabilité*, met en garde contre les dérives technologiques et leurs conséquences fatales probables sur la nature et l'humanité, et développe le principe d'obligation qui nous incombe de protéger les générations futures^{35,36}.

C'est en 1986 que paraît l'essai qui a fait date³⁷, *La société du risque*, du sociologue allemand [Ulrich Beck](#), dans lequel il critique « les acteurs qui sont censés garantir la [sécurité](#) et la [rationalité](#) – l'[État](#), la [science](#) et l'industrie – » dans la mesure où « ils exhortent la population à monter à bord d'un avion pour lequel aucune piste d'atterrissage n'a été construite à ce jour. »³⁸.

2001-2010

L'[astrophysicien](#) franco-canadien [Hubert Reeves](#), dans son ouvrage *Mal de terre*³⁹ paru en 2003, avertit des multiples menaces qui pèsent sur la planète et ses habitants. « Son diagnostic est alarmant : si la vie sur Terre est robuste, c'est l'avenir de l'espèce humaine qui est en cause. Le sort de l'aventure humaine, entamée il y a des millions d'années, va-t-il se jouer en l'espace de quelques décennies⁴⁰ ? »

Le scientifique britannique [James Lovelock](#), inventeur de l'[hypothèse Gaïa](#), déclarait devant la [Royal Society](#) en 2007 que le changement climatique se développe plus rapidement que prévu et que ses conséquences pourraient être tragiques pour la survie de la civilisation au [XXI^e siècle](#) du fait du probable chaos qu'il va causer en termes de famines, sécheresses et migrations de masse :

« Nous sommes dans l'étrange situation de vivre sur une planète où le climat et l'évolution de la composition (de l'atmosphère) est maintenant si rapide qu'il s'avère trop rapide pour que nous puissions réagir⁴¹. »

Il a par la suite (en 2012) reconnu avoir été trop alarmiste lorsqu'il prévoyait la mort de milliards d'humains⁴². Mais en 2015, bien que plus circonspect sur la datation de la catastrophe climatique, il reste convaincu que les conséquences du réchauffement climatique finiront par nous rattraper. Sa conviction reste que les humains sont incapables d'inverser la tendance. Selon lui, l'essentiel n'est pas même la survie de l'humanité, mais la continuation de la vie elle-même ; si la population et sa consommation dépassent les capacités de la planète, la Terre trouvera, par elle-même, un moyen de se débarrasser, d'une façon ou d'une autre, de l'excédent et de poursuivre sa perpétuation :

« Je considère avec beaucoup de sérénité un genre d'évènement, pas trop rapide, qui réduirait notre population à environ un milliard ; je pense que la Terre serait plus heureuse⁴³. »

Le terme même d'« effondrement » a été popularisé par le [biologiste évolutionniste](#) américain [Jared Diamond](#) lors de la parution en 2005 de son [essai *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*](#)⁴⁴. Il insiste sur le fait que les déclin de civilisations proviennent de la rencontre de plusieurs paramètres dont les plus importants, selon lui, sont « des dommages environnementaux, un changement climatique, des voisins hostiles, des rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux, et les réponses apportées par une société »⁴⁵, auxquels s'ajoutent la [surpopulation](#) et l'épuisement des [ressources naturelles](#).

D'autre part, l'ingénieur polytechnicien français [Jean-Marc Jancovici](#), ex-collaborateur de l'[ADEME](#) (concernant notamment la mise au point du [bilan carbone](#)) et participant en 2007 au [Grenelle de l'environnement](#), alerte régulièrement, depuis 2001⁴⁶, sur les menaces directes qui pèsent sur l'humanité, principalement par la conjonction de l'effondrement des ressources énergétiques et des effets du réchauffement accéléré du climat^{47,48}.

L'ancien ministre français de l'environnement et président de l'Institut Momentum, [Yves Cochet](#), a été, dès 2005, un des fers de lance en France de cette nouvelle vague d'alertes sur le risque d'effondrement^{49,50}, en particulier dans son livre [Pétrole apocalypse](#) (2005). Il reste aujourd'hui particulièrement vigilant et alarmiste comme le souligne sa tribune dans le journal [Libération](#) d'août 2017⁵¹.

Cette crise est présentée comme un scénario de plus en plus crédible à moyen terme, voire à relativement court terme, par de nombreux [lanceurs d'alerte](#) dont [John Beddington](#), [scientifique britannique](#), spécialiste de la gestion durable des [ressources naturelles](#) et conseiller scientifique en chef du gouvernement du Royaume-Uni. Il a annoncé en mars 2009⁵² qu'il estimait prospectivement que le monde, sans de profonds et rapides changements de comportements individuels et collectifs, allait vers un collapsus écologique et économique global qu'il compare à un ouragan parfait (économique, social et environnemental), qui se concrétisera selon lui vers 2030. Ce scénario associe conjointement une [crise alimentaire](#), [sanitaire](#) et sociale, une crise énergétique et une [crise écologique](#) majeure caractérisées par un effondrement brutal des écosystèmes, à l'échelle de la [biosphère](#), (c'est-à-dire de la planète tout entière), et dépassant ses capacités de [résilience écologique](#) (à court, moyen ou long terme). Dans ce scénario, dans le pire des cas, la capacité de la biosphère à s'auto-entretenir est détruite pour un temps plus ou moins long, voire définitivement⁵³.

[Jonathon Porritt](#), conseiller du gouvernement britannique et du monde économique, affirme que

les prospectives de John Beddington sont encore trop optimistes car, s'il partage l'analyse des causes, il estime pour sa part que la situation est plus grave encore et que la date du collapsus écologique planétaire redouté des écologues est plus proche de 2020 que de 2030.

En 2008, [Theodore Kaczynski](#) parvient à faire publier, depuis sa prison, l'essai *L'Effondrement du système technologique*, dans lequel il développe l'idée que l'effondrement de la civilisation industrielle est nécessaire pour éviter un désastre écologique.

En 2008, Denis Dupré et [Michel Griffon](#), dans leur livre *La planète, ses crises et nous*, mettent en lumière les liens entre les crises de la finance, du climat, de la nourriture et de l'énergie. Ils détaillent les changements possibles pour assurer un monde durable pour 2050. En 2018, Denis Dupré estime qu'il est maintenant trop tard pour éviter l'effondrement : selon lui, « la planète Titanic va couler et les riches sont en train de se ruer sur les canots de sauvetage »[54](#).

Par ailleurs, le philosophe australien [Clive Hamilton](#) fait paraître en 2010 *Requiem for a Species (en)*[55](#), ouvrage qui prend acte des menaces qui pèsent sur nos civilisations[56](#). Selon lui,

« Le monde est en train de basculer dans un avenir hostile. Notre obstination à tirer profit de la planète au-delà des limites supportables par son écosystème a déclenché des effets indirects si dramatiques que la crise climatique menace désormais notre existence »[57](#). »

Depuis 2011

En 2012, Dennis Meadows estime que le développement durable n'est plus possible. Plus précisément, il estime que le scénario suivi par le développement économique actuel correspond à un scénario de croissance rapide avec dépassement des limites naturelles, suivie d'une baisse rapide de l'activité à un moment encore indéterminé[58,59](#).

En 2013, les biologistes américains [Paul R. Ehrlich](#) et Anne Ehrlich, de l'[université Stanford](#), ont publié un article dans les comptes-rendus de la [Royal Society](#) montrant qu'un effondrement de notre civilisation était plus que probable et difficilement évitable[60](#).

Encore en 2013, paraît le livre *Du risque à la menace* co-écrit par un collectif rassemblant les « contributions des meilleurs spécialistes de la question des risques dans les domaines de l'histoire, de l'économie, de la sociologie, du droit, de l'environnement et de la médecine, [et qui] montre comment les sociétés technologiquement avancées progressent, inexorablement semble-t-il, vers un horizon obscurci par la menace »[61,62](#).

Toujours en 2013, [Dmitry Orlov](#) écrit un ouvrage intitulé *The Five Stages of Collapse (Les cinq stades de l'effondrement)*. Il y détaille surtout les trois premiers (les effondrements financier, commercial et politique) et aborde les deux suivants (social et culturel) dans les derniers chapitres[63](#).

En 2015 est publié le livre *Comment tout peut s'effondrer*[64](#), co-écrit par [Pablo Servigne](#) et Raphaël Stevens[65](#), et qui synthétise les principaux paramètres qui peuvent conduire notre civilisation à l'effondrement[66](#). Ils créent le néologisme « [collapsologie](#) »[67](#) qui se définit, selon leurs termes, par « l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle [...] ». Selon les auteurs, les principaux facteurs d'effondrement sont

l'approche des limites physiques (manque de ressources et énergie), le dépassement de frontières (seuils de basculement irréversibles des systèmes climatiques et écosystémiques), l'inertie de notre société (phénomène de [verrouillage socio-technique](#)) et la fragilité des réseaux (financiers, d'approvisionnement, d'information, etc.).

De plus, en 2015, le chimiste et universitaire italien [Ugo Bardi](#) écrit le nouveau rapport du [Club de Rome](#) : *Le Grand Pillage – Comment nous épuisons les ressources de la planète*[68](#) et insiste sur un point alors méconnu : la surexploitation des métaux et des minerais (principalement cuivre, zinc, or et uranium) est aujourd'hui telle que le risque de pénurie se rapproche, soit par la raréfaction, soit par le coût prohibitif de leur exploitation[69,70](#).

Le sujet dépasse largement le cercle des scientifiques et des intellectuels : le [pape François](#) lui-même s'émeut de l'avenir de la planète et de l'humanité. Il publie le 18 juin 2015 une [encyclique](#) (*Laudato si'*) dont le sous-titre est *Sur la sauvegarde de la maison commune* consacrée aux questions environnementales et à l'écologie humaine[71](#), ce qui est une première dans l'histoire de la papauté[72](#). Le pape y « critique le consumérisme et le développement irresponsable tout en dénonçant la dégradation environnementale et le réchauffement climatique »[73](#). Selon lui,

« il ne suffit pas de concilier, en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier, ou la préservation de l'environnement et le progrès. Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement[74](#). »

En novembre 2015, à la veille de la [Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques](#) (COP21), le [Collège de France](#) s'empare du sujet par le biais du réchauffement climatique et propose trois colloques qui mettent au jour la gravité alarmante des enjeux[75,76](#).

Au niveau financier, [François Morin](#), professeur émérite de sciences économiques à l'[université Toulouse-I-Capitole](#), signale dans son ouvrage *L'Hydre mondiale : L'Oligopole bancaire* que le total des bilans des 28 banques de l'[oligopole](#) (plus de 50 000 milliards de dollars) est supérieur en 2012 à la dette publique mondiale (près de 49 000 milliards de dollars)[77](#). Ces 28 banques, dites « [systémiques](#) », ont une puissance telle que la [défaillance](#) d'une seule entraînerait tout le système monétaire et financier mondial dans un gouffre[78](#). Il explique aussi comment seulement 14 banques constituent un oligopole en détenant des produits dérivés dont le montant des valeurs assurées atteint 710 000 milliards de dollars, soit plus de dix fois le [PIB](#) mondial[79](#).

En 2016, Renaud Duterte, agrégé belge en sciences du développement de l'[université libre de Bruxelles](#), publie *De quoi l'effondrement est-il le nom ?*, qui retient le côté politique de la notion d'effondrement en pointant « l'écrasante responsabilité des classes dirigeantes[80](#) ». Cette possibilité est aussi clairement évoquée par l'économiste en chef de l'Agence française de développement, [Gaël Giraud](#)[81](#).

[Paul Jorion](#), anthropologue, sociologue et économiste belge, docteur de l'[université libre de Bruxelles](#), indique dans son livre *Le dernier qui s'en va éteint la lumière : Essai sur l'extinction de l'humanité* (mars 2016) que « notre monde est sous l'impact de trois pertes de contrôle majeures » : d'une part environnementale, (en utilisant 1,6 planète pour notre activité économique avec les conséquences qui en découlent : [réchauffement climatique](#), [épuisement des ressources](#), etc.), d'autre part économique et financier, et enfin la trop grande complexité, à quoi s'ajoute la question de l'intelligence artificielle[82](#). Il évoque la fin probable de l'humanité

dans trois générations⁸³.

Le 13 novembre 2017, la revue [BioScience](#) et le journal [Le Monde](#) publient un manifeste signé par 15 364 scientifiques de 184 pays : constatant que depuis l'appel « World Scientists' Warning to Humanity » lancé en 1992 par l'[Union of Concerned Scientists](#) et plus de 1 700 scientifiques indépendants, dont la majorité des lauréats de prix Nobel de sciences alors en vie, « non seulement l'humanité a échoué à accomplir des progrès suffisants pour résoudre ces défis environnementaux annoncés, mais il est très inquiétant de constater que la plupart d'entre eux se sont considérablement aggravés ». Ils concluent : « Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité, l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui. Bien que cette recommandation ait été déjà clairement formulée il y a vingt-cinq ans par les plus grands scientifiques du monde, nous n'avons, dans la plupart des domaines, pas entendu leur mise en garde. Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec, car le temps presse »⁸⁴.

Réactions et anticipations face au risque d'effondrement

La première réaction et la plus fréquente face à cette sombre perspective est présentée comme un [déli](#) par les tenants des théories de l'effondrement^{85,86} auquel succéderait, pour ceux dépassant ce stade, la colère, le marchandage, la dépression et enfin l'acceptation (la [résilience](#)) selon les « cinq phases du deuil » d'après [Elisabeth Kübler-Ross](#)⁸⁷.

En France, les personnes qui réfléchissent et échangent autour de ce sujet se rassemblent notamment autour de l'« Institut Momentum », fondé par Agnès Sinaï et présidé par [Yves Cochet](#)⁸⁸, de l'association « Comité Adrastia »⁸⁹, et du groupe Facebook « Transition 2030 »⁹⁰, créé par [Vincent Mignerot](#) et Joëlle Leconte, deux membres fondateurs de l'association Adrastia.

En Belgique francophone, le groupe de réflexion « Construire un déclin »⁹¹ propose depuis 2015 une docuthèque sur les notions de [collapsologie](#), d'effondrement et de [résilience](#).

Il existe aussi un nombre croissant de personnes qui se préparent à une telle éventualité, un mouvement très diversifié appelé [survivalisme](#)^{92,93}.

Le mouvement d'origine américaine [Deep Green Resistance \(en\)](#) estime quant à lui que l'effondrement de la civilisation industrielle est souhaitable et doit même être provoqué, afin de laisser la possibilité à une société humaine plus respectueuse de l'environnement d'exister⁹⁴.

En réponse au [changement climatique](#) et aux nouveaux problèmes environnementaux, la [géo-ingénierie](#) propose des solutions qui créent la polémique⁹⁵[[À développer](#)].

Les modèles politiques et économiques du [développement durable](#) et de la [croissance verte](#)⁹⁶ estiment par ailleurs que le déploiement de nouvelles technologies plus [sobres](#) ainsi que la modification de certaines habitudes de consommation permettraient d'éviter l'effondrement de la civilisation et de maintenir la croissance économique globale. L'ambition d'un découplage entre consommation de ressources et production de richesses est un argument clé dans cette optique.

D'autres, au-delà d'une croissance verte, préconisent la [décroissance](#)⁹⁷ ou la [durabilité](#)⁹⁸ voire la [simplicité volontaire](#) ou sobriété heureuse⁹⁹. Ces trois comportements intègrent la nécessité

d'une consommation modérée, raisonnée et responsable, qui inclut une perte de confort, respectueuse de la planète et en accord avec nos propres besoins réels¹⁰⁰.

Le film documentaire *Demain* réalisé en 2015 par [Cyril Dion](#) et [Mélanie Laurent](#)¹⁰¹ est basé sur la possibilité d'un effondrement imminent et montre des propositions alternatives¹⁰² grâce notamment à la [permaculture](#), l'[agroécologie](#), la [monnaie locale](#), la [démocratie participative](#), le [recyclage](#) et la [récupération](#), etc.

Afin de contrer la modification de l'[écosystème](#) terrestre et la mise en péril des conditions de vie des générations présentes et futures, une [initiative citoyenne européenne](#) a vu le jour en 2013 afin de faire reconnaître le crime d'[écocide](#) en [droit européen](#)¹⁰³. L'initiative *End Ecocide in Europe* est devenue mondiale en 2014, date à laquelle elle devient *End Ecocide on Earth*¹⁰⁴ et plaide pour que la [Cour pénale internationale](#) reconnaisse l'écocide comme un [crime contre la paix](#) et la sécurité humaine^{105,106}.

L'ingénieur centralien Philippe Bihouix, « face aux signaux alarmants de la crise globale », préconise en 2014 de se tourner vers les [low-tech](#) (expression qui prend le contrepied des [high-tech](#)), technologies moins énergivores et moins polluantes qui permettraient, selon lui, de « conserver un niveau de confort tout en évitant les chocs des pénuries à venir »¹⁰⁷. En effet, la raréfaction prévisible des métaux condamnerait à terme la civilisation technologique qui utilise des métaux rares^{108,109,110}. Selon cet auteur, les [énergies fossiles](#) d'aujourd'hui, polluantes et destructrices des écosystèmes seront, de toute façon, bientôt inexploitable. Il s'agit dès lors d'utiliser les seules énergies naturelles sans danger et véritablement durables, qui ne nécessitent pas de [matériaux rares](#) pour fonctionner : l'air, l'eau, voire le [compost](#)^{111,112,113}.

Au contraire, selon certains scientifiques c'est la [fusion nucléaire](#) qui devrait apporter d'ici quelques années ou quelques décennies une solution aux problèmes d'énergie^{114,115,116}, mais elle ne sera pas à même d'inverser le réchauffement climatique ni l'épuisement des matières minérales qui restent selon eux un problème majeur.

D'autres, en revanche, considèrent que la plupart des efforts entrepris par ceux qui ont plus ou moins intégré la gravité des enjeux ne font souvent, malgré eux, qu'empirer la situation. Par exemple, le fait de signaler qu'une espèce animale (ou autre) est en voie d'extinction imminente, participe paradoxalement à l'extinction rapide de l'espèce en question car elle devient alors pour certains une denrée ou un trophée à rechercher, à emprisonner, à collectionner, à abattre voire à ingérer¹¹⁷. Au-delà de cet aspect de boucle de [rétroaction](#)¹¹⁸, certains, comme les membres du « Comité Adrastia », considèrent que l'effondrement n'est plus évitable et qu'il ne reste désormais qu'à préparer et aménager le déclin, afin que celui-ci soit le moins massif et le moins douloureux possible¹¹⁹.

Opposition aux théories prédisant un possible effondrement de la civilisation

Théories en faveur d'une croissance continue

Plusieurs auteurs s'opposent non seulement à l'idée qu'il existe un risque que la civilisation industrielle s'effondre, mais considèrent par ailleurs que la croissance peut se prolonger indéfiniment.

Même si le grand public, en particulier en Europe, n'avait que peu connaissance du rapport

[Halte à la croissance ?](#) publié en 1972 par le [club de Rome](#), la classe politique internationale a pris en considération ses conclusions et les différents scénarios d'évolution des sociétés qu'il proposait. Le président [Ronald Reagan](#) y a répondu lors d'un discours à l'[université de Caroline du Sud](#) en 1983 : « Il n'y a pas de limite à la croissance, car il n'y a pas de limite à l'intelligence humaine, à son imagination et à ses prodiges »[120](#).

Les principaux adversaires des conclusions du rapport Meadows furent le « [prix Nobel](#) » [d'économie Friedrich Hayek](#) « représentant de l'école autrichienne d'économie à tendance libérale »[121](#) ; le docteur en économie et professeur au Balliol College, à Oxford, Wilfred Beckerman dans son ouvrage *In Defence of Economic Growth* ; et enfin l'économiste proche de l'école autrichienne d'économie, professeur d'université à Vienne puis Harvard, [Gottfried Haberler](#) dans son livre *Economic Growth and Stability*[121](#). Tous trois contestèrent la méthode de calcul du rapport Meadows (dit rapport du club de Rome)[122](#).

Selon le physicien britannique [David Deutsch](#), « il n'existe pas de barrière fondamentale, aucune loi de la nature ou décret surnaturel, empêchant le progrès. » à partir du moment où celui-ci ne s'oppose pas aux lois de la physique[123](#),[124](#).

Le [transhumanisme](#)[125](#) propose également, en s'appuyant sur la notion d'extropie[126](#), de penser un progrès perpétuel, par le développement illimité des sciences et des techniques[127](#).

Risques liés au réchauffement climatique

Certains acteurs de la [controverse sur le réchauffement climatique](#) dont le représentant le plus célèbre en France est le géochimiste et politicien [Claude Allègre](#)[128](#), estiment enfin que, si l'humanité modifie bien le climat, cela pourrait ne pas avoir d'impact négatif sur les sociétés humaines, et pourrait même avoir certains aspects positifs pour leur développement[129](#),[130](#). Selon le géologue américain [Don Easterbrook](#), professeur à l'[université Western Washington](#), le réchauffement est passager ; il prévoit un refroidissement « dû au passage de l'[oscillation décennale du Pacifique](#) (ODP) » pour bientôt et jusqu'en 2035, suivi d'une période de faible réchauffement pour arriver à +0,3 °C en 2100[131](#).

Le philosophe et ancien ministre de l'éducation [Luc Ferry](#), pour sa part, ne conçoit pas de risque spécial à moyen terme lié au réchauffement climatique mais reste beaucoup plus pessimiste quant à l'épuisement des matières premières non renouvelables et prêche non pas pour une décroissance, mais pour une croissance non polluante[132](#).

Plus généralement, si les experts du [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#) (GIEC) expriment de sérieuses préoccupations quant à l'intensité du réchauffement climatique et à ses effets, ils n'évoquent pas explicitement, sans l'exclure pour autant, un risque d'effondrement de la civilisation dans leur rapport[133](#).

[Le prix du baril de pétrole soumis à des vents contraires](#)

[Marc Collet, Journaliste Lecho.be 10 septembre 2018](#)

[NYOUZ2DÉS: bien sur, puisque l'article provient d'un journaliste nous ne devons pas nous attendre un texte de grande qualité.]



Les arguments justifiant une poursuite de la hausse des prix du pétrole ne manquent pas. Ceux permettant de penser le contraire non plus.

Les cours du pétrole font mine de remonter la pente. Après avoir récemment subi ce que l'on pourrait considérer comme des prises de bénéfice après une hausse de 20% depuis janvier, **le prix du baril de Brent tend à retrouver son plus haut de l'année de 79,80 dollars**. Ce lundi en fin de journée, il évoluait juste au-dessus des 77 dollars.

Le prix du brut va-t-il poursuivre ce mouvement de remontée? Les avis sur la question divergent parmi les professionnels spécialisés dans ce secteur.

Les arguments pour...

Ce que l'on peut d'ores et déjà affirmer, c'est qu'il est plus que jamais très sensible aux nouvelles qui parviennent actuellement dans les salles de marché. La **chute de 45% de la production du Venezuela** depuis l'automne 2015 à 1,33 million de barils par jour (b/j), et **l'embargo voulu par les Etats-Unis sur les exportations de l'Iran** prévu pour entrer en vigueur en novembre prochain, ont pour effet de soutenir le cours du brut. La production de l'Iran, le 3e plus gros exportateur des 15 pays membres de l'Opep, s'était élevée en août à 3,5 millions de b/j, en repli de 240.000 b/j sur celle du mois de juillet.

À ces informations, on peut ajouter **la stagnation depuis mai dernier du nombre de puits de pétrole de schiste en activité aux Etats-Unis**, le deuxième producteur de brut au monde après la Russie, mais devant l'Arabie saoudite. À ce jour, 860 de ces puits sont en activité. Ils étaient déjà 859 à la fin mai. Par ailleurs, on ne peut manquer de lier cette évolution à **l'avertissement sur résultat émis la semaine passée par Halliburton**. La société active dans les services pétroliers craint notamment un ralentissement de l'activité pétrolière.

... et ceux contre

Parallèlement, les informations plutôt défavorables à une poursuite de la hausse des cours ne manquent pas non plus. Le souhait des Etats-Unis de voir les autres membres des pays exportateurs de pétrole compenser la production iranienne devrait avoir pour effet d'au moins limiter la hausse du prix du pétrole. Sans pour autant que cela fasse suite à l'appel des Etats-Unis, **la production de l'Opep était remontée de 32,32 millions de barils en juillet à 32,74**

millions un mois plus tard.

Il y a un élément plus important encore. Le risque selon lequel **la Chine pourrait limiter ses importations dans le cadre de la guerre commerciale** qui sévit entre ce pays et les Etats-Unis, est un facteur dépressif pour le pétrole. Il est à ce jour le plus craint par les marchés. Si la guerre commerciale devait entrer dans une phase plus cruciale, elle affaiblirait les économies des pays émergents, et par un effet de ricochet, affecterait les perspectives de croissance économique partout dans le monde. La demande de pétrole sera dans ce cas de figure moins importante.

Il y a huit jours, **l'Opep avait indiqué s'attendre à ce que la demande mondiale de pétrole atteigne pour la première fois le niveau des 100 millions de b/j cette année déjà**. Cette perspective, au lieu de doper les prix du Brent, a été curieusement "saluée" par une baisse des cours du pétrole. Comme si les marchés ne croient pas vraiment à une poursuite de la remontée des cours. Même les actions des compagnies pétrolières avaient nettement baissé. Bien sûr, le dollar était un peu monté face aux principales devises. Un mouvement qui d'ordinaire réduit la cherté de l'or noir.

Ce qu'ils disent ou font

Alors, les prix du pétrole sont-ils voués à monter ou à baisser? Les fonds spéculatifs, raconte Bloomberg, misent sur une progression des cours. De leur côté, toujours selon cette agence de presse financière, certaines compagnies aériennes commenceraient à se prémunir, via le marché des options, contre une éventuelle hausse.

Le mot de la fin, on le laissera aux 45 économistes et analystes sondés par Reuters à la fin du mois d'août. Ceux-ci ont dit estimer que **le baril de Brent de la mer du Nord coterait à un prix moyen de 72,71 dollars en 2018**. Pour l'heure, il affiche un prix moyen de... 72,18 dollars. Il ne reste plus qu'à choisir son camp.

Le pic pour 2023

Le monde va progressivement tourner le dos au pétrole. D'ici 20 ans, la consommation de brut aura depuis longtemps atteint un sommet, estime la société de services énergétiques et maritimes norvégienne DNV GL Group. **Les énergies renouvelables et le gaz naturel** qui comptera pour une large part de la demande pour au moins 3 autres décennies, **représenteront environ la moitié de l'approvisionnement en énergie**. **La demande de pétrole, entrevoit DNV GL Group, devrait commencer à reculer en 2023, l'année au cours de laquelle elle atteindra son pic.**

[MYSTIFICATION:]

Les pneumologues plaident pour le désinvestissement français des énergies fossiles

Par Laurence Madoui, le 7 septembre 2018

[NYOUZ2DÉS: Laurence Madoui est une journaliste, donc il ne faut pas s'attendre à des questions pertinentes comme celles-ci: il ne pourrait pas juste interdire la vente de pétrole

**dans leur pays? Cela ne produirait-il pas le même résultat que cesser les investissements?
Par quoi remplacer le pétrole (qui soit crédible)? Que deviendrait l'économie mondiale
sans le pétrole?]**



L'élimination progressive des combustibles fossiles « est chose possible si la volonté politique existe », affirme la « Déclaration de Paris sur le climat, l'environnement et la santé respiratoire », adoptée à quelques jours du congrès européen de pneumologie.

Des associations de pneumologues et de patients¹ appellent les pouvoirs publics à s'inspirer de l'Irlande, en adoptant un « Fossil Fuel Divestment Bill » à la française qui interdirait tout investissement dans les énergies fossiles. La « Déclaration de Paris sur le climat, l'environnement et la santé respiratoire », adoptée en amont du congrès européen de pneumologie (15-19 septembre à Paris), invite à « faire preuve d'un fort volontarisme politique en matière d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables » - à l'exclusion toutefois de la biomasse « qui a des effets néfastes sur la santé respiratoire ».

La pollution de l'air par les particules fines entraîne 48 000 décès prématurés par an (selon Santé publique France) et son coût sanitaire est évalué entre 20 et 30 milliards d'euros (Commissariat général au développement durable).

« Conséquences irréversibles »

Si la fermeture des quatre dernières centrales à charbon d'ici 2022 et le plan « Climat Air Energie » de la ville de Paris - qui vise la fin des moteurs diesel en 2024 et la neutralité carbone en 2050 - sont qualifiés d'encourageants, les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre engagées par la France sont globalement jugées « nettement insuffisantes ». « Des prises de décision tardives, pour limiter les gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques à courte durée de vie, auront des conséquences irréversibles sur la santé de tous les citoyens », alertent les sociétés médicales et les ONG. Paris doit se donner les moyens de « respecter les limites de qualité de l'air fixées par l'Organisation mondiale de la santé ou, tout du moins, par la Commission européenne ». La Déclaration adoptée le 7 septembre rappelle qu'en mai 2018, la France a été traduite devant la Cour européenne de justice pour dépassement des seuils de dioxyde d'azote fixés par la Commission.

Le document s'inscrit dans la lignée de la Déclaration ministérielle de Marrakech de 2016 sur la santé, l'environnement et le climat, qui attribue près du quart du coût mondial des maladies, et environ 12,6 millions de décès, à des facteurs environnementaux modifiables. Environ 30% de la population mondiale (petits États en développement, régions côtières ou mégalo-poles) est menacée par des pics de chaleur mortels, précise la Déclaration de Paris. Une étude menée en Norvège et en Suède, présentée dans le cadre du congrès, montre une association significative entre les arrêts maladie et la pollution aux particules fines à laquelle la population a été exposée vingt ans plus tôt.

Les organisateurs de la manifestation proposent aux Parisiens, les 14 et 15 septembre, des mesures du souffle sur le parvis de l'Hôtel de ville. « Nos moyens de lobbying sont faibles, nous misons sur la pédagogie en direction du grand public », observe le professeur Anh Tuan Dinh-Xuan, président du congrès.

NOTE: 1 : *European Lung Foundation, European Respiratory Society, Fédération française des associations et amicales de malades, insuffisants ou handicapés respiratoires, Fondation du souffle, Société de pneumologie de langue française.*

PETROLE ET GAZ... RIONS...

10 Septembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il paraît que l'investissement dans le pétrole et gaz redémarre... Très doucement, et aux USA seulement.

Avec 390 milliards (+ 16 milliards en tout), on peut noter la "bonne" performance des USA (+ 4 %), et la dégringolade partout ailleurs. - 3 % en général, et - 16 % en Europe.

Bref, de quoi annoncer une Katastrophe.

On nous annonce d'ailleurs, une croissance pour cette année, toujours concentrée en Amérique du nord. Tant mieux, les brises-burnes disparaîtront plus rapidement. On prévoit de 397 à 413 milliards de dollars d'investissements pour 2018.

Pas de quoi remonter aux grandes dernières années. 683 milliards en 2014. Logiquement, ces chiffres indiquent une date de gros problèmes vers 2020. Sans doute la date de l'effondrement.

Quand au nucléaire, c'est risible autant que ridicule : 10 % de l'électricité mondiale. Et vu le temps de montée en charge des réacteurs, ça ne dépassera guère ce chiffre. Si le nucléaire peut se glorifier de 80 % de charges, c'est parce que, largement, c'est une production de niche.

PIC URANIFERE...

10 Septembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Et disparition de l'énergie nucléaire en Europe sont en bonne voie...

D'abord, parce qu'au niveau mondial, la production faiblit, et que les productions ont largement été absorbées.

Jusqu'en 2010, 2 500 000 tonnes ont été produites et 2 000 000 consommées. Il ne reste pas

grand chose, surtout depuis que l'extraction n'est plus soutenue par l'industrie militaire.

Une période croissante : de 1945-1975, 750 kt produits, une période de maturité 1975-1990, 1 000 kt produits et 1990-2005, 500 kt...

On voit clairement une déplétion, sauvé par l'unique Kazakhstan, qui actuellement, en 2018, semble au sommet de sa production. Les autres importants producteurs, Canada et Australie, semblent, eux, clairement dans les problèmes et sur le déclin.

Et qu'on ne me dise pas qu'il existe d'autres sortes de nucléaire. Ceux-ci n'existent que sur le papier. Et en la matière, passer du papier à l'application, c'est extraordinairement compliqué...

Question production électricité, pour l'Europe occidentale, c'est largement du passé aussi, le déclin est enclenché irrémédiablement, même si en France, des débiles mentaux profonds veulent 6 EPR, alors qu'en construire 1 est problématique et sans fin...

Entre 2022 et 2035, le nucléaire, contraint et forcé, aura largement décliné. Les 2 seuls pays qui n'ont pas arrêtés les frais, hésitent devant le coût...

Et on fera au plus pressé, le solaire...

Dans le "pire" des cas, la production nucléaire régressera de 85 % d'ici 2035...

Dans le "meilleur", les capacités perdues, sont "seulement" de 25 % en France uniquement, parce qu'ailleurs, il y a de grosses chances que le 100 % soit atteint...

Le problème est simple à résumer : il faut diviser les besoins par 7. Ce n'est pas inatteignable. Si on se contente du niveau [de production] de 1960.

Bertrand Piccard croit au miracle technologique

Michel Sourrouille , Biosphere, 10 septembre 2018

Bertrand Piccard, c'est ce type qui croit que son avion « Solar Impulse », capable tout juste de porter une personne pas trop grosse, va révolutionner le transport aérien ! Le mardi 28 août il déroulait son fantasme lors de l'université d'été du Medef, concilier profit et écologie. Un message « patron compatible » : pour parler à l'adversaire, il est nécessaire d'adopter son langage, assure-t-il. Sa fondation se fixe un objectif : labelliser 1 000 innovations écologiques et rentables. LE MONDE croit bon de lui consacrer un article*.



S'il pense aux énergies renouvelables ou aux transports électriques, il n'a pas la moindre pensée pour *la seule énergie durable, celle qu'on ne consomme pas*. Il prend comme exemple de réussite Solar Impulse : « Aucun constructeur d'avion n'y croyait. Aujourd'hui, tous les constructeurs aéronautiques réfléchissent à l'aviation électrique. Tous ceux qui se sont moqués de moi il y a quinze ans travaillent dessus. » Comme d'habitude on remet aux lendemains qui chantent le soin de découvrir que l'avion électrique ce sera l'idéal... ou le fiasco. Ce genre de personnage sur-médiatisé nous font vivre dans le rêve, Bertrand Piccard est à l'avion ce que [Elon Musk](#) est à la bagnole. Pour ces techno-croyants, il est inconcevable d'envisager que la transition énergétique « moderne » consiste à piller toujours plus de ressources minières, et qu'elles sont en voie de disparition. Piccard résout facilement le problème : « *La pollution créée par ces mines est localisée, et doit être surveillée. J'aime mieux quelques mines de cobalt de plus que quelques degrés de plus dans l'atmosphère.* » Comme les patrons sont selon Piccard des incapables d'innover par eux-mêmes, il faut que l'État crée de toute urgence des lois « modernes » qui poussent à l'utilisation de ces technologies propres... Comme si la motivation par le profit n'était pas le nerf de la guerre dans notre système !

Piccard veut profiter de sa notoriété pour « *montrer que les technologies propres peuvent faire des choses que l'on croit impossible* ». Nicolas Hulot a déjà montré que vouloir rendre possible l'impossible se révèle tout à fait impossible même quand on est au gouvernement et ministre d'État ! Par leur optimisme sans preuve et leur discours hors sol, Piccard et consorts empêchent que notre société aborde de front la véritable transition énergétique qui peut se résumer ainsi : réduire nos besoins, recycler, relocaliser, mais aussi démondialiser, désurbaniser, dévoiturer, mais aussi miser sur les [technologies douces](#) adaptées aux hommes et à la planète, ce qui exclut toute technique complexe et gourmande en énergie.

* LE MONDE « imaginer demain » du 7 septembre 2018, Bertrand Piccard : « *Il existe des solutions environnementales rentables* »

Les ennemis de l'écologie qui se disent écologistes

Michel Sourrouille, Biosphere, 10 septembre 2018

Doit-on être découragé d'agir à son niveau parce que Nicolas Hulot a démissionné de son poste ? Farid Baddache* le pense : « *Le fracas qui a entouré la démission de M. Hulot est choquant. Des milliers d'acteurs du quotidien peuvent être découragés après avoir entendu les propos tenus à la radio par M. Hulot. Ces milliers d'acteurs attendent du politique qu'il ne confonde pas intérêt général et plaintes individuelles. Lorsque M. Hulot étale sur la place publique ses frustrations personnelles pour quitter le gouvernement, c'est démotivant pour les millions de personnes. Si nous avons tous des frustrations dans nos organisations – ressources insuffisantes, lenteurs à faire évoluer les choses –, il existe une certitude : c'est de l'intérieur qu'on fait bouger les lignes au gouvernement, dans une collectivité ou une entreprise. C'est le collectif, et pas les individualités, qui prime sur ces questions.* »

Ce monsieur qui veut nous sermonner n'a rien d'un écologiste. Farid Baddache est le Directeur général à Paris de « Business for Social Responsibility ». Il faut donc lire dans son statut « business » plutôt que « responsabilité ». Il s'occupe d'un réseau mondial d'entreprises dédié au développement durable. Or le développement durable est en soi un concept creux, habillage sans consistance d'une conscience achetée à peu de prix, un oxymore ou association des contraires car la croissance ne peut être durable. On comprend dès lors que Farid ne comprenne pas la portée de la démission d'Hulot qui ne voulait pas qu'on cesse le combat, mais au contraire qu'on l'accentue dans et hors du gouvernement. Les acteurs de la lutte environnementale de toute façon n'attendent pas grand-chose de l'État actuel, voué au libéralisme économique et à la compétitivité. Que Hulot soit ou non au gouvernement, eux ils savent pourquoi ils se battent. Farid n'a qu'une conception lointaine de ce qu'est le militantisme à la base. Eux ils savent la valeur de l'action individuelle et n'attendent rien d'un « expert » dédié au management genre « green washing ».

Cette critique de Hulot est d'autant moins fondée que Nicolas a justement essayé de faire bouger les lignes en rentrant au gouvernement. Il savait pourtant que sa force était à l'extérieur, parce qu'il pouvait mobiliser l'opinion, parce qu'il pouvait dialoguer avec les politiques et les mettre face à leurs contradictions. Mais il a eu l'espoir que sa présence en tant que ministre pouvait faire bouger la situation utilement et non pas simplement symboliquement. Il a constaté au bout de 14 mois « au pouvoir » que sa volonté de mettre en place une écologie de rupture avec le système dominant se heurtait à des résistances trop fortes. Nicolas pose clairement le problème de fond : « *Quel compromis peut-on trouver entre notre idéal et le monde tel qu'il est, avec son inertie, sa résistance et sa dynamique fulgurante. Si notre combat était partagé par le plus grand nombre, nous l'aurions déjà mis en chantier... Il n'y aura pas de sortie de la myopie démocratique si les citoyens ne sont pas eux-mêmes les défenseurs d'une conscience élargie du monde dans le temps et dans l'espace.* »

Farid Baddache n'est qu'un faux nez des défenseurs du système actuel qui broie à la fois les hommes ET la planète. Macron devrait comprendre ce que signifie « en même temps »...

NOTE: * LE MONDE idées du 7 septembre 2018, *Démission de Nicolas Hulot* : « *C'est de*

l'intérieur qu'on fait bouger les lignes du gouvernement »

La gestion forestière et le pâturage auraient un impact plus important que prévu sur l'environnement

Date: 14 août 2018 Author: Piero Amand



Traduction d'un [article](#) du Washington Post, rédigé le 20 décembre 2017 par [Chris Mooney](#), concernant une [étude](#) publiée dans Nature par une équipe de 13 chercheurs internationaux : « *Impact inattendu et important de la gestion forestière et du pâturage sur la biomasse végétale mondiale* » .

En cette ère de changement climatique, nous attirons naturellement notre attention sur tous les combustibles fossiles brûlés pour l'utilisation humaine – mais les scientifiques savent depuis longtemps que ce qui se passe, c'est aussi tout ce qui concerne les terres.

Tout comme les combustibles fossiles enfouis sont remplis de carbone provenant de plantes et d'animaux anciens, les arbres et la végétation sur la surface de la Terre aujourd'hui le sont aussi. La destruction des forêts ou le labour des prairies rejette du carbone dans l'atmosphère au même titre que la combustion de combustibles fossiles.

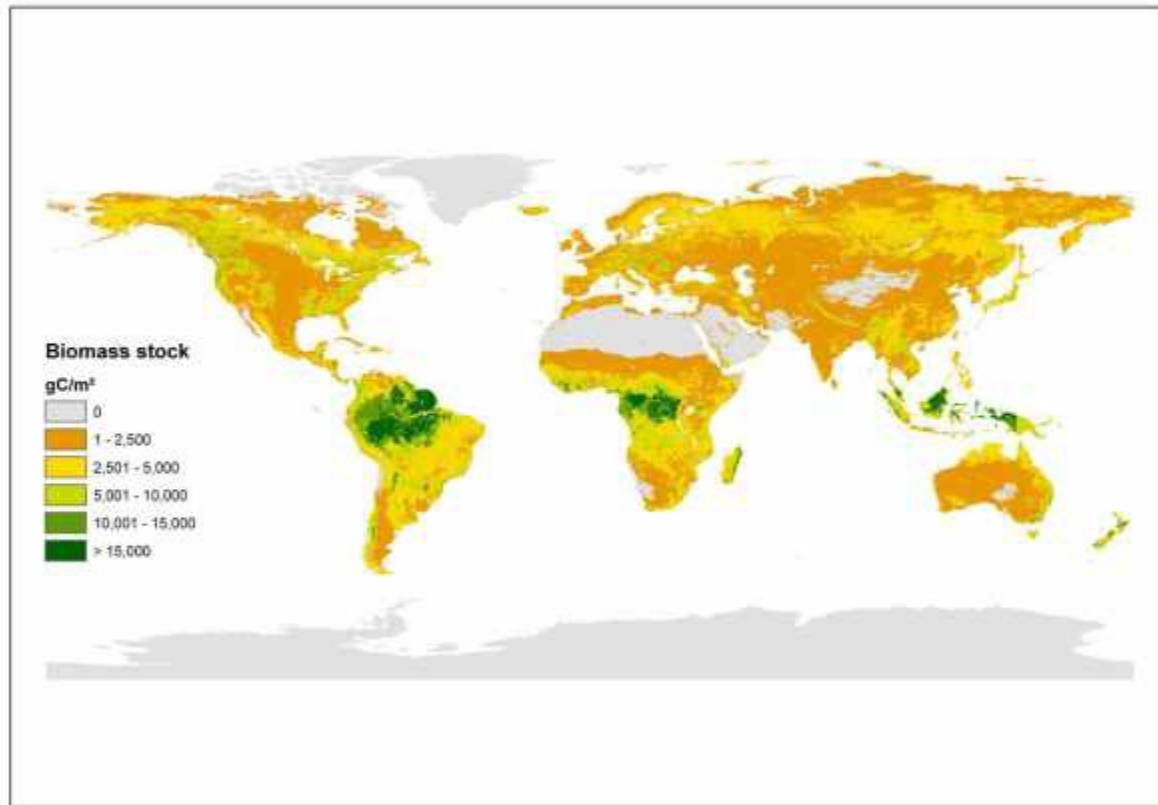
Aujourd'hui, une nouvelle recherche fournit une estimation étonnamment large de l'impact de notre traitement des surfaces terrestres et de la végétation sur la planète et son atmosphère. Si c'est vrai, c'est une découverte qui pourrait façonner non seulement notre réponse au changement climatique, mais aussi notre compréhension de nous-mêmes en tant qu'agents de transformation planétaire.

» *Nous avons oublié la moitié de l'histoire jusqu'à présent* « , a déclaré Karl-Heinz Erb, auteur principal de l'étude et chercheur à l'Institut d'écologie sociale en Autriche.

À l'aide d'une série de cartes détaillées dérivées d'informations satellitaires et d'autres types de mesures écologiques, Erb et ses collègues ont estimé la quantité de carbone contenue dans la végétation actuelle de la Terre. Le chiffre est énorme : 450 milliards de tonnes de carbone, qui,

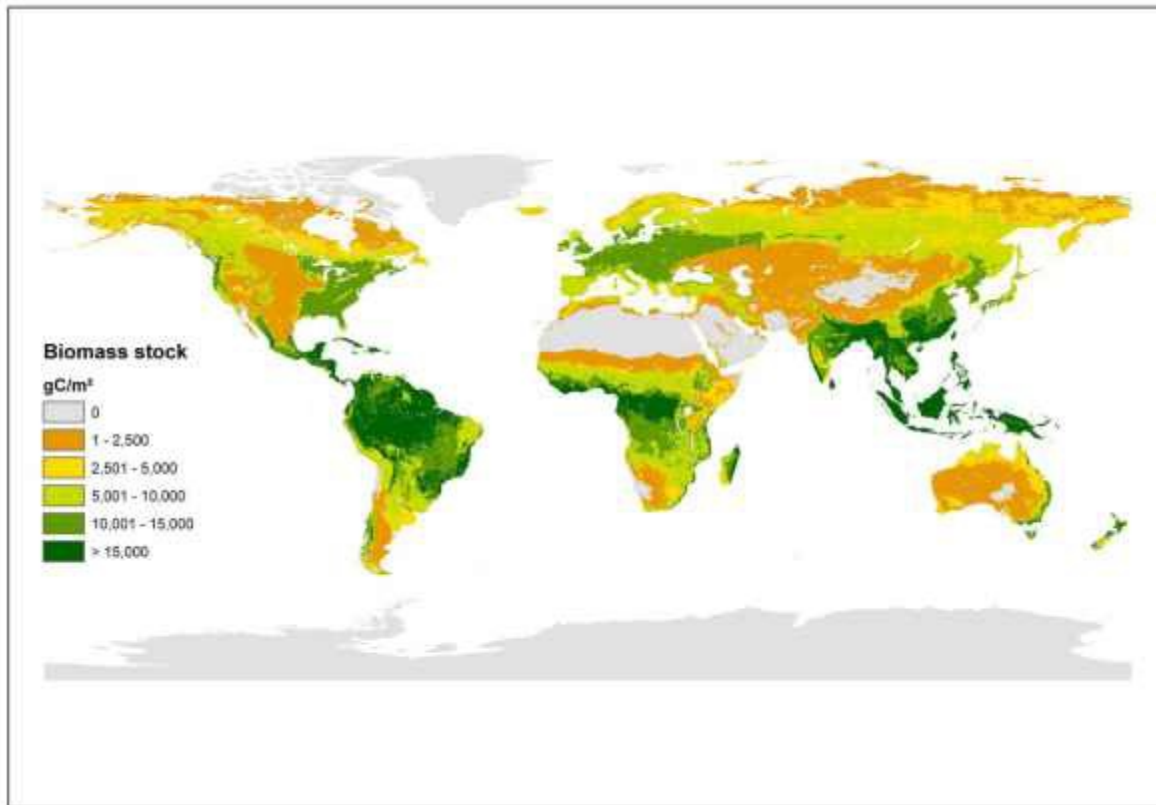
s'il arrivait dans l'atmosphère sous forme de dioxyde de carbone, représenterait plus d'un trillion de tonnes de gaz. (La masse est plus grande en raison de l'ajout de molécules d'oxygène)

Voici à quoi cela ressemble, d'après l'image des chercheurs :



Mais l'étude présentait aussi un chiffre encore plus grand et peut-être plus conséquent : 916 milliards de tonnes. C'est la quantité de carbone, selon les calculs de la recherche, qui pourrait résider dans la végétation du monde – donc pas dans l'atmosphère – si les humains cessaient d'une manière ou d'une autre toute utilisation de la terre et lui permettaient de revenir à son état naturel. On peut en déduire que l'utilisation actuelle des terres par l'homme est responsable d'environ la moitié du stockage potentiel du carbone sur ces terres.

Voici comment les chercheurs voient cette carte très différente, plus hypothétique :



L'étude a été publiée dans le magazine Nature par Erb et 12 collègues d'institutions d'Autriche, d'Allemagne, du Portugal, de Suède et des Pays-Bas.

Le calcul de l'impact est si important parce que les humains ont fait bien plus qu'entraîner la déforestation, qui selon Erb représente la moitié de la perte de la végétation potentielle.

*« La moitié de cet effet, la moitié de cette réduction de moitié, est déjà bien décrite, » a-t-il dit.
 » Ceci est le signal de déforestation. Mais l'autre moitié, dans la plupart des études, est complètement absente. »*

L'étude a constaté qu'il y a deux composants beaucoup moins reconnus de la manière dont les humains ont soustrait de la végétation potentielle de la Terre – et qu'ensemble, ils sont tout aussi importants que la déforestation. Ceux-ci sont le pâturage à grande échelle et d'autres utilisations des prairies, ainsi que la gestion de la forêt. Dans ce dernier cas, beaucoup d'arbres et d'autres types de végétation sont soustraits des forêts – souvent les arbres plus grands et plus vieux en raison de l'exploitation forestière – mais les forêts ne disparaissent pas dans leur ensemble. Elles sont juste fortement réduites.

« Cet effet est assez massif, plus massif que ce à quoi nous nous attendions en fait », a déclaré M. Erb.

La découverte a des implications pour le passé, le présent et l'avenir des humains.

D'abord, le passé : Il suggère, conformément à la thèse du professeur William Ruddiman de l'Université de Virginie, que les humains ont changé la surface de la planète et ont émis des gaz à effet de serre dans l'atmosphère par leur utilisation des terres depuis des millénaires.

« Notre constat est conforme à l'affirmation selon laquelle l'impact de l'homme sur le climat était également considérable avant l'ère industrielle », a déclaré M. Erb.

Cependant, il a ajouté que ces changements passés n'allaient probablement pas expliquer une perte d'environ 450 gigatonnes de carbone. C'est non seulement parce que le déboisement et d'autres changements d'utilisation des terres se sont poursuivis depuis la révolution industrielle, mais aussi parce que la recherche suggère que la végétation potentielle de la Terre fût quelque peu plus basse dans le passé que ce qu'elle n'est actuellement, à cause des changements climatiques.

Quant à aujourd'hui : La recherche signifie que les terres dites dégradées – qui ne sont pas entièrement déboisées, mais pas « naturelles » ou entières non plus – est un phénomène à prendre en compte.

Il suggère que la quantité de carbone libérée dans l'atmosphère par l'utilisation des terres est approximativement égale à la quantité toujours retenue”, a déclaré Tom Lovejoy, un écologiste de l'Université George Mason qui n'a pas qui n'a pas participé aux travaux. « Cela signifie que le programme de restauration est encore plus important que ce que nous pensons et met en évidence l'énorme quantité de terres dégradées dans le monde. »

Et ensuite, il y a l'avenir. La recherche suggère simultanément que la restauration des terres pourrait faire beaucoup pour lutter contre le changement climatique, mais aussi que l'idée fortement populaire d'utiliser la biomasse pour extraire le dioxyde de carbone de l'air pourrait nécessiter une réflexion.

Les scénarios qui limitent le réchauffement climatique de 1.5 ou 2 degrés Celsius exigent la cessation non seulement rapide des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi le retrait d'environ 100 à 300 milliards de tonnes de carbone de l'atmosphère, « a déclaré Phil Duffy, président du Woods Hole Research Center, dans un courriel.

« Cet article suggère que la restauration de la végétation dans le monde entier pourrait en principe atteindre cet objectif », a poursuivi M. Duffy, notant que si toute la végétation potentielle était restaurée, cela compenserait quelques 50 ans d'émissions mondiales de carbone. Bien que » le plein potentiel théorique ne sera jamais réalisé dans la pratique.... cet article indique que la restauration de la végétation pourrait apporter une contribution extrêmement importante à la lutte contre le changement climatique mondial « .

En même temps, la recherche soulève de grandes questions au sujet d'une stratégie appelée Bioénergie avec captage et stockage du carbone, ou BECCS, sur laquelle de nombreux modèles de futurs systèmes énergétiques et climatiques se sont appuyés pour montrer comment nous pourrions réellement utiliser la terre pour éliminer le carbone de l'atmosphère. Ces scénarios impliquent de brûler de la biomasse pour créer de l'électricité, puis de capter les émissions qui en résultent et de les enfouir dans le sol plutôt que de les laisser s'échapper dans l'atmosphère.

La biomasse repousserait finalement pour retirer davantage de carbone de l'atmosphère, représentant un renversement complet du processus par lequel les humains, en brûlant des combustibles fossiles, mettent du carbone souterrain dans l'air en premier lieu.

Erb suggère que, en raison des grandes pertes de carbone provenant des forêts gérées identifiées par son étude, les BECCS pourraient être un problème. « Je suis un peu sceptique

sur le fait qu'avec l'empreinte carbone de BECCS, ce sera une technologie à grande échelle qui sauvera le climat. »

Sources :

- **Article du Washington Post** : https://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/12/20/scientists-present-a-sweeping-new-estimate-of-how-much-humans-have-altered-the-planet/?noredirect=on&utm_term=.22ef37551ad9
- **L'étude en question, dans Nature** : https://www.nature.com/articles/nature25138.epdf?referrer_access_token=q1_g7tNDc0HQsXLfDH640NRgN0jAjWel9jnR3ZoTv0NirJkvWx4SyxNfQ6HSmxzxqqZAANXNnLuafTe8oLumy8xaQxUd_1g_013OmtCbriCjv4GoVo9VJ5ssO5K2RQhmSYii7rJeYoxF8Lkb5CIKhsmlYlsw9QNdNDCRtpvmHMCXVOH0UBHSE_DrTpHZiCWSTLd6ApZpSjkNsiY9ZHeqtaUmedUx5Yu4LBybsurghysOsdm_vFJMfGB8cjKXGTIaRonXgp1tIGTaqA58oo3Ck1KhtE9fo97bw4Vj0WS1lduLmpH_UY_Qy0b2f-KcFpuDnMOvnuwM_LJtPxDA2hkltONtMeBIVHNX-PmYEPZo3pVZ33F_xXcHASqOzUiawgm0hZ6WH41Vu_T4gS8_G7gBUKvaqfX07UjaE5xC2_xBaM%3D&tracking_referrer=www.washingtonpost.com

SECTION ÉCONOMIE



Zone euro: le volume des ventes du commerce de détail en baisse de 0,2 %

Publié le 11 septembre 2018 à 13:00:44 / 1 commentaire / 233 vues

Dans notre pays, ce n'est pas mieux ! La consommation des ménages baisse, et ce mouvement devrait s'accélérer, car l'une des anticipations des ménages consiste à... Lire la suite



La BCE a-t-elle raison d'avoir peur d'une bulle immobilière ?

Publié le 11 septembre 2018 à 09:00:15 / 11 commentaires / 895 vues

Danièle Nouy, Responsable de la supervision bancaire à la BCE, met en garde contre le risque de bulle immobilière en zone euro. Dix ans après les subprimes, la prochaine... Lire la suite



Le déficit commercial américain explose de 10% !

Publié le 10 septembre 2018 à 17:00:58 / 4 commentaires / 629 vues

Le déficit de la balance commerciale américaine s'est creusé en juillet à 50,1 milliards de dollars, après 45,7 milliards en juin, ce qui représente une augmentation... Lire la suite

Le boom pétrolier des États-Unis est bidon

Rédigé le 11 septembre 2018 par [Bill Bonner](#)



Les taux d'intérêt forcés à la baisse engendrent des investissements non rentables, comme le développement du gaz et pétrole de schiste.

Vous vous souvenez ? La politique de la Fed consiste à faire toujours [les trois mêmes erreurs](#) : 1) maintenir les taux d'intérêt trop bas pendant trop longtemps, créant ainsi trop de dette ; 2) augmenter les taux pour tenter de dégonfler la bulle de dette en douceur ; et 3) baisser les taux, en panique, lorsque les actions chutent et que l'économie entre en récession.

Eh bien, voilà le Big Bang : l'Erreur n°4 — rarement vue mais toujours regrettée.

L'Erreur n°4, c'est que ce font les autorités lorsqu'elles ont le dos au mur... lorsqu'elles se retrouvent à court d'Erreurs n°1 à 3.

C'est un échange typiquement politique. On sacrifie l'avenir au présent. Le bien-être des citoyens est mis de côté pour acheter fortune, pouvoir et influence pour les élites.

Apocalypse Now !

Toute expansion de dette se solde par une contraction. Les actions s'effondrent. Des emplois sont perdus. L'économie inverse les gaz, corrigeant les erreurs du boom précédent.

Les investisseurs voient leur argent mis au tombeau. Les ménages attendent les saisies. Les autorités hurlent : *Apocalypse Now !*

Plus les autorités falsifient les signaux de prix durant le boom, plus il y a d'erreurs à corriger. La semaine dernière par exemple, un article du *New York Times* décrivait l'erreur cruciale de l'essor du pétrole de schiste.

Pour rappel, il a transformé les États-Unis en exportateur de pétrole majeur, alors qu'ils importaient énormément auparavant... et les grands projets de *fracking* ont permis de ressusciter des régions économiquement sinistrées dans le Texas et le Dakota du Nord,

notamment.

On a même dit que le boom du pétrole de schiste avait permis de saborder le marché du pétrole, passé d'un sommet de 130 \$ le baril environ mi-2008 à moins de 30 \$ fin 2016 grâce à un tel afflux de pétrole frais.

Or devinez quoi ? Le boom tout entier était frauduleux. Il ne venait pas augmenter la richesse, il la réduisait.

Les pertes accumulées ces cinq dernières années se montent à plus de 200 Mds\$, dont 36 Mds\$ rien que dans les schistes de Bakken, dans le nord du Dakota.

Si le prix du crédit avait été honnête, cela ne se serait jamais produit. Le *New York Times* :

« Les 60 entreprises d'exploration et de production ne génèrent pas assez de cash pour couvrir leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement. En global, de mi-2012 à mi-2017, elles avaient un manque de trésorerie de 9 Mds\$ par trimestre.

Ces sociétés ont survécu parce que, malgré les sceptiques, nombreux sont ceux qui, dans l'industrie financière, sont prêts à continuer à les alimenter en capitaux et à accepter leurs commissions. Entre 2001 et 2012, Chesapeake Energy, une pionnière du fracking, a vendu pour 16 Mds\$ d'actions et 15,5 Mds\$ d'obligations, versant à l'industrie financière plus d'1,1Md\$ de commissions, selon Thomson Reuters Deals Intelligence. Tout cela, c'est la partie officielle. Plus discrètement, Chesapeake a levé au moins 30 Mds\$ supplémentaires en vendant des actifs et en passant des accords 'à la Enron', dans le cadre desquels l'entreprise obtenait ce qui était, dans les faits, des prêts remboursés par les futures ventes de gaz naturel.

Mais la Chesapeake était en pleine hémorragie de cash. Entre 2002 et la fin 2012, elle n'a jamais enregistré de flux de trésorerie positif avant ses ventes d'actifs ».

Quand les gamelles volent

Bien entendu, on pourrait dire la même chose des entreprises à mille milliards de dollars Amazon et Apple, dont la capitalisation boursière est largement due au crédit bon marché.

Idem pour le secteur technologique dans son ensemble — avec ses injections massives de capital dans des entreprises qui n'ont jamais gagné un centime.

Idem pour les marchés émergents, qui ont réussi à aspirer la petite monnaie qui coulait du secteur financier. Ils promettaient des rendements légèrement plus élevés, et voilà qu'ils doivent bien plus qu'ils ne peuvent rembourser.

Idem également pour le fabricant automobile Tesla, dont la dette est désormais estimée à 10,5 Mds\$ — alors qu'il n'a jamais fait de profits...

Idem du marché boursier dans son ensemble, où des milliers de milliards de dollars de capitaux bon marché n'ont produit que très peu de rendement réel.

« Lorsque le vent souffle assez fort », disent les vétérans, « même les gamelles volent ».

Le vent n'a jamais soufflé aussi fort qu'entre 2009 et 2018. Désormais, il y a une telle quantité de gamelles percées au-dessus de nous que nous vous conseillons de vous mettre à l'abri.

L'Erreur n°4

Ce n'est que le début... alors que les gamelles pleuvent, la réputation de la Fed est mise en doute. Sa virilité est remise en question. Le Congrès et le gouvernement Trump sont eux aussi appelés à agir !

Les autorités feront le choix rationnel (selon elles) : elles appuieront sur le champignon.

C'est-à-dire qu'elles fonceront à toute vitesse vers la faillite... tandis que les initiés continueront de s'enrichir grâce au remède éprouvé de l'Erreur n°4 — le refuge des canailles et le dernier recours des crétins, du Zimbabwe au Venezuela.

L'Erreur n°4, essentiellement, c'est d'« imprimer » de l'argent — en grande quantité — pour couvrir les déficits galopants, soutenir les entreprises vacillantes, regonfler les marchés, secourir les ménages qui se noient, sauver les banquiers, récompenser les compères et empêcher que les zombies envahissent les rues.

Toute cette impression monétaire déclenchera de l'inflation... qui prendra bien vite feu.

La Fed est normalement obligée de maintenir la « stabilité » des prix. Mais alors que l'hystérie de fin du monde ira croissant, nous prédisons que la Fed va « imprimer »... et s'inquiéter de la stabilité des prix plus tard.

« Lorsqu'une personne est coincée dans une maison en feu... on essaie d'abord de la faire sortir », dira le gouvernement. « On s'inquiète de l'assurance incendie plus tard ».

Des déficits à 2 000 Mds\$?

Peut-être plus.

Des gabegies à couper le souffle — de quoi financer une « Space Force » si incroyable qu'elle pourra dépasser Mars.

De nouvelles guerres commerciales pour protéger l'industrie américaine d'une concurrence équitable. Un « revenu garanti » pour tout le monde.

Renflouages... subventions... bourses... contrats... on dépense, on dépense, on dépense.
« C'est bon pour l'économie » !

Ah... et n'oublions pas les nouveaux contrôles sur la banque et les espèces... voire sur l'or et le bitcoin ; on ferme les portes pour empêcher les gens de s'échapper de l'immeuble en flammes.

Notre conseil : ne marchez pas, courez vers la sortie la plus proche, dès maintenant.

Les trois bienfaits de la crise de 2008

Rédigé le 11 septembre 2018 par [Simone Wapler](#)

La crise de 2008 a permis de mieux cerner l'économie réelle et a engendré les cryptomonnaies ainsi que le financement participatif.

Le processus de « destruction créatrice » entamé en 2008 a été contré par les banques centrales mais il est quand-même ressorti de bonnes choses de cette crise financière.

En premier lieu, l'expression « économie réelle » est désormais courante. Le public commence à flairer quelque chose de frelaté dans l'industrie financière actuelle. Pour aller jusqu'au bout

de l'analyse, il faudrait formuler que l'industrie financière appartient à l'économie irréaliste.



Dans cette économie, on manipule de l'argent irréaliste qui a brisé tout lien avec le monde réel. Le couple risque-rendement a rompu, laissant dans la nature des rejetons mal éduqués, immoraux et trop-gros-pour-faire-faillite.

En deuxième lieu, les cryptomonnaies nous sont nées. En réaction à la folie des banques centrales et aux révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage de nos données personnelles, cette nouvelle monnaie nous permet – si nous le désirons – de ne plus être les cobayes des expériences monétaires, des « dévaluations compétitives » et autres billevesées qui nous sont infligées par de doctes et pompeux monétaristes, économistes, banquiers centraux et politiciens en mal d'argent facile.

Guillaume Maujean, éditorialiste des *Echos* que l'on ne peut pas taxer d'être un « anarcap » (anarcho-capitaliste) n'écrivait-il pas en décembre 2017 au sujet du bitcoin :

« Le bitcoin, lui, ne dépend d'aucun Etat, d'aucune banque, ni d'aucune autorité centrale. Il n'y a aucune possibilité d'éroder sa valeur en menant une politique inflationniste ou en faisant tourner la 'planche à billets', puisque les règles du jeu ont été fixées dès le départ et sont immuables.

C'est la pierre de touche d'un système où les individus sont enfin affranchis de tout arbitraire politique. Le moyen de se libérer de l'emprise de l'Etat et du contrôle que celui-ci exerce sur les informations relevant de la sphère privée. Le rêve de la philosophe Ayn Rand et des libertariens qui devient réalité . »

Oui, le bitcoin pourrait conduire à la reprise en main de la monnaie par chacun de nous, une monnaie utile à l'économie réelle même si cette monnaie est immatérielle.

En troisième et dernier lieu nous est né le financement participatif. Celui-ci permet aux entreprises de l'économie réelle de solliciter le vrai argent, l'épargne, en contournant les banques.

Comme nous le savons désormais, les banques ne sont plus des intermédiaires de prêt, agrégeant de l'épargne pour la mettre à disposition de projets gourmands en capitaux. Les dépôts ne font plus les crédits. Dans l'économie irréaliste d'aujourd'hui, les crédits accordés avec de l'argent qui n'existe pas encore font les dépôts.

Ce système permet de tricher sur les taux d'intérêt en les manipulant à la baisse. Ce système draine de l'argent (irréel et réel) vers des projets non rentables (tels que le gaz et le pétrole de schiste aux Etats-Unis), ce qui étouffe l'économie.

Mais vous pouvez très bien vous en affranchir si vous le souhaitez en prêtant directement à des entreprises de l'économie réelle (crowdlending) ou en participant à leurs levées de fonds en capital (crowdfunding).

Récemment, nous avons envoyé à nos abonnés un dossier de prêt d'une entreprise rapportant 5,50% sur 36 mois. C'est 7,3 fois mieux qu'un Livret A à 0,75 %, qui est lui-même grignoté par une inflation à 2,3 % à fin juillet 2018 !

Sensibilisation à ce qu'est l'économie réelle, concurrence monétaire et financement participatif : « à quelque chose malheur est bon », dit le dicton. Espérons que la prochaine crise permettra de démontrer que le bitcoin peut être « antifragile » et se bonifier avec les épreuves.

La pomme de la discorde. Trump explose Apple en vol... !

L'édito de Charles SANNAT 11 Septembre 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

La pomme c'est Apple évidemment, la pomme croquée qui sert de logo à la plus grande marque de i-bidules de tous les temps, fabriqués à pas cher en Chine par des petits enfants réduits en esclavage et revendus à prix d'or aux couillons de « con-sommateurs » occidentaux biberonnés à la publicité et au marketing.

Je veuuuuuux... Mon iPhone dernier cri à 1 200 euros le téléphone hahahahaha....

Apple est donc devenue une pure machine à cash, du cash à en déborder, une pompe à fric, à faire de l'oseille et à reproduire du blé. Du blé bien mal acquis bien évidemment, mais des gros sous tout de même.

Tellement gros les sous qu'Apple, il y a quelques semaines, est devenue la première entreprise dans l'histoire de l'humanité à voir sa capitalisation boursière dépasser les 1 000 milliards de dollars ! Rien que ça !

Oui, Apple, ou la société qui valait plus d'un trilliard !

Mais voyez-vous, Apple, couine.

Apple, sûre de sa toute-puissance conférée par son trilliard de billets verts, s'est permis d'expliquer doctement au président américain Donald Trump tout le bien que la pomme pensait de la politique de droits de douane de ce dernier.

Pensez donc, ce fou furieux de Trump, ce psychopathe locataire de la Maison Blanche, a l'outrecuidance de vouloir taxer les produits venant de Chine.

Le problème, mais je suis sûr que vous avez déjà fait le lien, c'est que tous les produits d'Apple viennent de Chine. Je rappelle le modèle économique de toutes ces grandes entreprises qui ruinent l'écologie de la planète, c'est produire à bas coût là-bas pour vendre à haut prix ici et se mettre toute la marge dans les fouilles.

Le pépin, c'est que Trump a décidé que la mondialisation « piège à con », c'était terminé. Du coup, la pomme a peur de se faire bouffer jusqu'au trognon ! Si ce n'est pas mignon... Entre Trump et Apple, les droits de douane qui enflent, c'est la pomme de la discorde !

Le tweet ravageur de Trump.



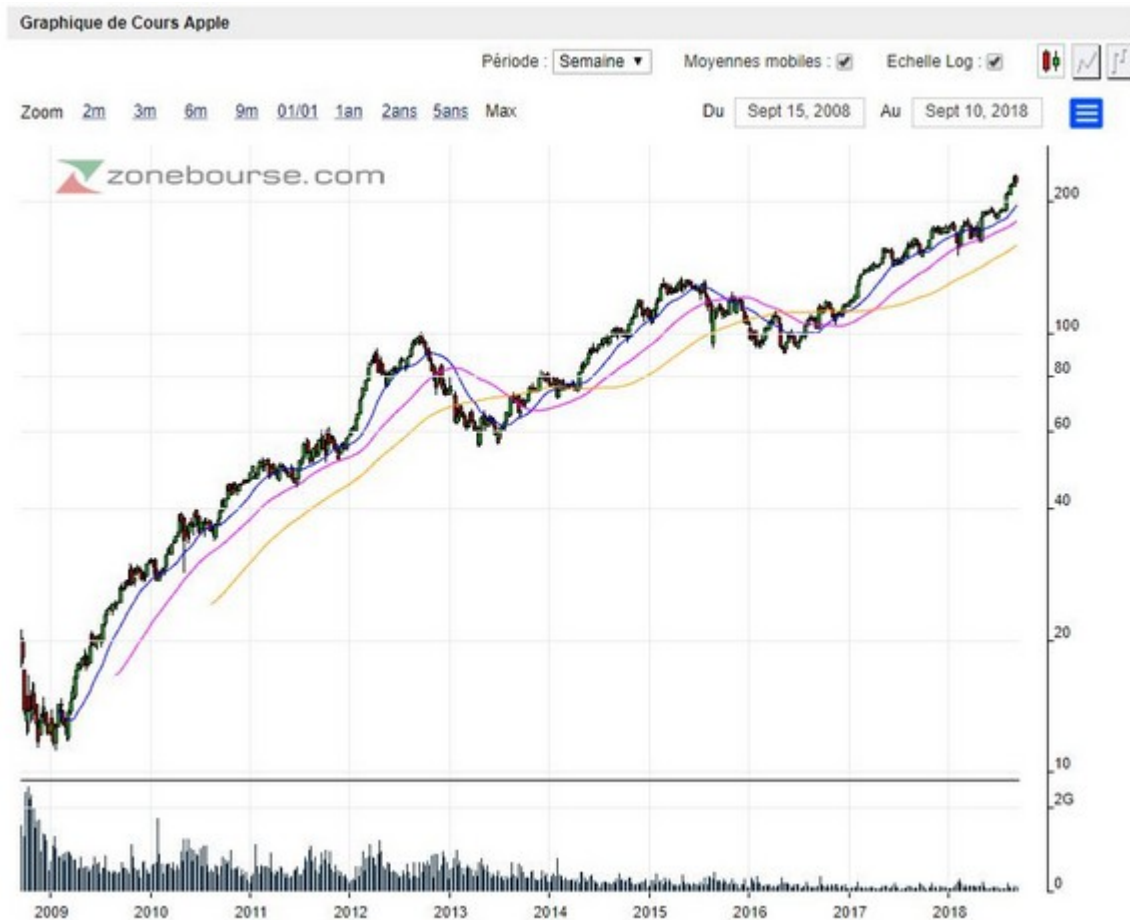
Une large gamme d'appareils Apple serait probablement affectée par les droits de douane envisagés par Donald Trump sur les produits importés de Chine. Apple a bel et bien raison de le craindre, mais la solution est simple, comme l'a indiqué le Président : fabriquer les produits aux États-Unis.

« Donald Trump a déclaré samedi dans un tweet que «les prix d'Apple pourraient augmenter en raison des énormes droits de douane que nous allons peut-être imposer à la Chine – mais il existe une solution simple où il y aurait ZÉRO impôt et même une incitation fiscale. Fabriquez vos produits aux États-Unis plutôt qu'en Chine. Commencez à construire de nouvelles usines maintenant. »

Guerre commerciale sino-américaine

Vendredi dernier, Donald Trump a jeté de l'huile sur le feu avec Pékin en envisageant de taxer toutes les importations chinoises. « Maintenant, nous avons ajouté 200 milliards de dollars [de biens chinois faisant l'objet de taxes douanières]. Je déteste dire ça, mais (...) il y a encore 267 milliards de dollars [de biens chinois prêts à être taxés] rapidement si je le veux », a déclaré le Président américain au cours d'un point de presse impromptu à bord de son avion Air Force One.

La situation politique à Washington devient une sacrée compote et la campagne électorale pour les élections de mi-mandat bat son plein.



Si Trump gagne, Apple risque de voir ses cours de bourse chuter et Apple est situé à niveau stratosphérique, les cours sont en lévitation. Les arbres ne grimpent pas jusqu'au ciel, et ... les pommiers non plus !

Il y en a qui risque de rejouer l'épisode de la découverte de la gravitation en recevant quelques pommes sur la tête. Il y a des aie (phone) qui se préparent.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Croissance de 1,7 % en 2018, moins forte que prévu... Sérieux ?

Et voilà, comme tous les ans, le même spectacle exactement à la même période et avec la même séquence.

Il se passera exactement la même chose l'année prochaine, d'ailleurs les prévisions sont toujours bonnes et meilleures pour l'année prochaine.

Voilà comment les choses se passent.

Fin d'année, on fait de belles prévisions pour l'année suivante.

L'année suivante, les belles prévisions se fracassent sur le mur des réalités.

Donc, on revoit progressivement à la baisse les prévisions prévues pour que cela finisse par coller à la réalité. Les prévisions des 3 % de croissance deviennent donc 1,7 à la fin de l'année. Idem pour le déficit.

En fin d'année... on prévoit à nouveau pour l'année suivante 3 % !!! Et c'est comme cela tous les ans.

Cela donne la dépêche suivante de l'AFP relayée par Romandie :

« Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'attend à une croissance « autour de 1,7 % » cette année, « un peu plus faible » que le chiffre de 2 % prévu par le gouvernement, a-t-il indiqué lundi sur France Inter. « Aujourd'hui, vous avez une croissance qui est autour de 1,7 % », a déclaré le ministre. M. Le Maire a par ailleurs confirmé que le déficit public serait plus fort que prévu cette année à 2,6 % contre 2,3 %, mais qu'il resterait « sous la barre des 3 % » en 2019. »

Charles SANNAT

Source [AFP via Romandie.com ici](#)

Banquier central, de quoi se gratter la tête

François Leclerc 11 septembre 2018

À ce stade de globalisation de la crise, les modalités du resserrement des politiques monétaires des banques centrales, hésitations comprises, obéissent à des motivations complexes et contradictoires. D'autant qu'il leur est également demandé de préparer l'avenir.

Les gouverneurs de la BCE vont se réunir jeudi, et il n'est pas attendu qu'ils modifient leurs décisions précédentes. La banque centrale arrêtera en décembre prochain d'accroître le volume des obligations qu'elle acquiert sur le marché, mais elle n'envisagera une augmentation de son taux directeur principal que l'été prochain. La prudence domine, d'autant qu'elle devrait remplacer les titres venant à maturité (les tombées), ne diminuant pas la taille au budget, c'est à dire n'entamant pratiquement pas son retrait.

La BCE doit choisir entre les avantages et les inconvénients du retrait ou du maintien de ses décisions, alors que la balance des risques est devenue moins favorable. Dans de nombreux domaines, les incertitudes s'accroissent, rendant les choix difficiles. L'ampleur prise par la guerre commerciale et le retrait massif des capitaux des pays émergents afin de bénéficier de la prochaine hausse du taux de la Federal Réserve sont en tête de ses préoccupations. Elle reste également sur le qui-vive par rapport à l'Italie.

Certes, la BCE met la pédale douce à propos de la Grèce, dont les titres pourraient devenir éligibles à son programme d'achat, dans le cadre d'un assouplissement également pratiqué par la Commission afin qu'elle réussisse la sortie de son *plan de sauvetage*. C'est le moins qu'elle peut faire après avoir tout simplement balayé les grosses miettes de sa dette sous le tapis ! Bruxelles aborde avec la même précaution son examen du budget 2019 de l'Italie, soucieux de ne pas avoir à le rejeter, entraînant une crise dont elle ne veut pas. Les deux partis italiens au gouvernement se prêtent à ce jeu, quitte à ne mettre en œuvre que progressivement leurs programmes électoraux pour ne pas crever les plafonds. Rendez-vous dans un an ou même avant.

Entre le départ du Royaume-Uni, avec ou sans accord, et la montée des courants nationalistes manipulant une opinion réceptive au discours anti-réfugiés, il y a déjà fort à faire dans la perspective des élections européennes de l'année prochaine et de la nomination des successeurs à la tête de la BCE, de la Commission et du Parlement européen.

La plus importante inconnue est ailleurs. Donald Trump va-t-il survivre longtemps ? Peut-il encore remporter les élections à mi-mandat de novembre prochain ? S'il survivait et perdait les élections, il ferait tout pour conquérir un second mandat, et l'on pressent que l'Union européenne, qui a gagné du temps, en ferait les frais. Ce qui explique l'intérêt d'Angela Merkel pour que son candidat à la présidence de la Commission, dont les négociations commerciales sont de ses prérogatives, soit élu. Donald Trump exacerberait la crise politique américaine et économique mondiale, d'autant qu'il est craint que la croissance américaine actuelle ne soit qu'un feu de paille. Et il ne resterait plus au régime chinois, perturbé dans sa mutation économique, qu'à durcir la répression interne et à accélérer la mise en place de son système de contrôle social.

Les banquiers centraux ont d'autres soucis supplémentaires. Le resserrement monétaire pratiqué par la Fed génère des déplacements d'autant plus importants de capitaux que la masse des actifs financiers a énormément grossi dans la dernière période en raison de leurs injections de liquidité. Ils en craignent les effets et ont obtenu leur réponse. Mais, poussés par les banques voulant reconstituer leurs marges et les gestionnaires des fonds de pension le rendement de leurs actifs, ils subissent les pressions de ceux qui les incitent à se redonner des armes pour l'avenir en remontant leur taux afin d'être en mesure de les baisser ultérieurement. C'est dire la confiance qui règne dans l'avenir !

S'il est acquis qu'ils ont une nouvelle mission, la stabilisation du système financier, les banquiers centraux n'ont pas de nouveaux moyens pour l'exercer. Quand bien même la compréhension de leur incapacité à peser sur la croissance économique se fait jour et qu'ils ne font que renforcer la mauvaise allocation des capitaux. Que l'inflation qu'ils relancent est celle des actifs financiers. Et qu'ils ont à leur programme l'accroissement de l'endettement, qui au nom du renforcement du système financier – quand il s'agit de la dette publique – ne fait qu'accroître son instabilité, car il devient de moins en moins soutenable.

L'Iran est en échec mais loin d'être mat

Michel Santi 10 septembre 2018



Le Rial iranien a perdu plus de la moitié de sa valeur contre le billet vert depuis le début de cette année ? Routine pour l'économie de ce pays qui en connu bien d'autres car, depuis la fin de la guerre avec l'Iraq, chaque Président iranien a effectivement été confronté à une crise monétaire. De 1989 à 1997, sous Rafsandjani, le cours officiel du Rial ne s'est-il pas effondré

de 72 à 1'755 pour un dollar, tandis qu'au marché noir il passait de 1'200 à 4'750 ? Président de 1997 à 2005, Khatami ne fit guère mieux car le Rial devait perdre 80% de sa valeur sous son règne, franchissant la barre des 9'000, pour ensuite atteindre les abysses à 25'000 sous Ahmadinejad (2005 à 2013). L'Histoire ne fait donc que se répéter avec le Président Rouhani qui a néanmoins fait de son mieux pour tenter d'améliorer la situation puisque – contrairement aux affirmations de Donald Trump qui prétend que l'inflation iranienne atteint des sommets – celle-ci se situe à des niveaux exceptionnellement bas autour des 10% voire à un seul chiffre depuis deux ans, sans précédent depuis la Révolution Islamique de 1979 car les iraniens étaient plutôt habitués à un taux d'inflation de l'ordre de 18 à 20% depuis une trentaine d'années.

L'économie de l'Iran ne montre donc aucun signe de liquéfaction car, si le chômage stagne à environ 12%, la bourse de Téhéran, elle, a progressé de 30% ces trois derniers mois. Elle ne représente certes – en capitalisation – que le tiers du P.I.B. national mais ne montre aucun signe de panique suite au regain de tension avec les Etats-Unis. C'est évidemment par ses exportations pétrolières que l'Iran est le plus vulnérable car ce secteur compte pour près de 14% dans l'activité économique du pays. Alors qu'elles étaient pourtant parvenues à se rétablir à plus de 2.3 millions de barils/jour – au plus haut depuis 2008 -, elles sont aujourd'hui les premières victimes de l'escalade puisqu'elles se sont effondrées de 25% depuis l'annonce du retrait américain de l'accord nucléaire. Les sanctions US ont en effet provoqué le retrait de nombre d'acheteurs majeurs de pétrole iranien, dont l'Union Européenne qui a acquis pour 40% de brut en moins de ce pays depuis avril dernier. Pour autant, c'est la perte du marché sud-coréen, qui représentait 60% des exportations iraniennes de pétrole, qui aura les répercussions les plus graves sur ce secteur et par-delà sur l'ensemble de l'économie du pays, car la Corée du Sud n'était pas contrainte de respecter l'embargo pétrolier américain sur l'Iran à l'époque d'Obama.

Le pari de Trump et de son administration est de mettre à genoux l'économie iranienne et de forcer ainsi ce pays à une reddition sans condition, en tous cas selon les termes américains. Néanmoins, s'il est vrai que le plus dur reste encore à venir pour l'Iran du point de vue économique et financier suite à la volte-face américaine, cette nation a du ressort et son économie semble encore loin de capituler.



Scooped by **Damoclès**

Pour la Russie, le temps est venu de se débarrasser du dollar américain — RT en français



From francais.rt.com - August 26, 6:21 AM

« En réponse aux nouvelles sanctions venues des Etats-Unis, Moscou a fait part de sa volonté de redoubler d'efforts pour abandonner la monnaie américaine dans ses transactions commerciales. Un souhait qui ne s'arrête pas aux frontières de la Russie.

Visé par une liste grandissante de sanctions américaines, Moscou est prêt à contre-attaquer. «Le temps est venu de passer des mots aux actions, et de se débarrasser du dollar comme moyen de règlements mutuels et de rechercher d'autres alternatives», a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Ryabkov dans un entretien avec le magazine russe International Affairs publié le 23 août. »

Kim Jong Un s'insurge contre les sanctions "scélérates"



From www.voaafrique.com - August 17, 6:02 PM

“Le leader nord-coréen Kim Jong Un a dénoncé les “forces hostiles” responsables des sanctions “scélérates”, ont rapporté vendredi les médias officiels nord-coréens, au moment où Washington demande de maintenir la pression internationale contre Pyongyang.

Le dirigeant nord-coréen avait rencontré le président américain Donald Trump en juin lors d'un sommet historique à Singapour au cours duquel il s'était engagé à travailler pour la dénucléarisation de la péninsule, une formule vague sujette à des interprétations divergentes.

Pyongyang n'a procédé à aucune mesure confirmée et dénoncé les exigences “unilatérales” des Etats-Unis et leurs “méthodes de gangsters”.

De leur côté, les Etats-Unis exhortent les capitales internationales à maintenir au travers des sanctions un maximum de pression sur la Corée du Nord pour la contraindre de renoncer à ses programmes nucléaire et balistique.”

La Turquie retourne l'arme des tarifs douaniers contre les Etats-Unis



From www.lemonde.fr - August 15, 9:20 AM

«Le régime turc continue sa contre-offensive face aux Etats-Unis, une semaine après la hausse des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium imposée par Donald Trump provoquant, vendredi 10 août, l'effondrement de la livre turque – la devise avait alors perdu 16 % contre le dollar en une journée. Elle s'est depuis stabilisée, sans pour autant retrouver le niveau atteint avant les sanctions américaines.

Dans un décret signé par le président Recep Tayyip Erdogan, Ankara a, à son tour, annoncé, mercredi, une hausse des tarifs douaniers, visant des produits américains. Les véhicules de tourisme, dont les tarifs douaniers s'élèvent désormais à 120 %, sont concernés, ainsi que certaines boissons alcoolisées (140 %), le tabac (60 %) ou encore le riz et certains produits cosmétiques.

Lire aussi : Pour Erdogan, la chute de la livre est un « complot politique » contre la Turquie

Une décision qui survient au lendemain d'un spectaculaire appel de M. Erdogan à boycotter les appareils électroniques manufacturés par les Etats-Unis, comme ceux de la marque Apple.

« Nous allons appliquer un boycott contre les produits électroniques américains », a lancé M. Erdogan au cours d'un discours virulent à Ankara. « S'ils ont des iPhone, il y a des Samsung de l'autre côté », a-t-il ajouté."

Ford invente «l'ouvrier augmenté», équipé d'un exosquelette

↳ Scoop.it!



From www.lefigaro.fr - August 12, 2:56 AM

“VIDÉOS - Le constructeur américain a annoncé qu’il allait équiper d’exosquelettes - qui ressemblent à des gilets robotiques - les ouvriers de quinze usines à travers le monde. Objectif ? Rendre leur travail moins éprouvant physiquement. Explications.

Voilà une innovation qui a de quoi fasciner. Ou inquiéter, c’est selon. Le constructeur automobile américain Ford a décidé de démocratiser l’exosquelette - qui s’apparente peu ou prou à un gilet robotique - dans ses usines en équipant ses ouvriers. C’est la première fois qu’une entreprise prend une telle décision. L’objectif de ces gilets technologiquement «augmentés» est simple: il vise à épauler les ouvriers dans leurs tâches quotidiennes au travail, en leur facilitant, par exemple la réalisation de certaines tâches physiques et/ou pénibles. Il s’agit, in fine, d’améliorer leur productivité.”

Perte de la moitié de la surface cultivée en 2018 à cause de la sécheresse en Irak

Scoop.it!



From www.latribune.fr - August 12, 5:05 AM

“ Les zones cultivées en Irak ont diminué de moitié cet été par rapport à l'année dernière, a indiqué un responsable à l'AFP, en raison de la sécheresse qui a conduit à l'interdiction de cultiver des céréales friandes en eau.

Cette année, pour la première fois, le ministère de l'Agriculture a dû suspendre la culture du riz -une production qui atteint habituellement 100.000 tonnes par an-, du maïs et d'autres céréales nécessitant une importante irrigation.”

La zone Euro est un échec dangereux

Jacques Sapir , publié Par [Or-Argent](#) - Sep 11, 2018



La publication le 5 septembre d'une note du service de recherche de la Banque NATIXIS a

relancé le débat sur la zone Euro. Cette étude de NATIXIS parle explicitement de l'échec de la zone Euro (1).

Dans cette étude, les auteurs constatent que la mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro a disparu depuis la crise de la zone euro de 2010-2013 et que les échanges commerciaux entre les pays de la zone euro n'ont pas profité autant que ce qu'on pourrait attendre de l'intégration monétaire et économique. Si le second point était largement prévisible depuis la critique des travaux d'Andrew K. Rose, le premier vaut en fait condamnation pour la zone Euro. Nous sommes bien en présence d'un échec profond, un échec dont les conséquences sont désastreuses pour les pays de la zone Euro (2), mais ils ne limitent pas justement à ces pays (3).

Les mensonges de la naissance de l'Euro

Il faut ici rappeler qu'après avoir déguisé l'Euro en une forme de garantie contre les mouvements spéculatifs et les fluctuations, les thuriféraires de l'Euro ont présenté ce dernier comme un avantage pour la croissance en Europe. Les travaux qui furent présentés dans les années 1990 insistaient tous sur les avantages extraordinaires que donnerait la monnaie unique aux pays qui l'utiliseraient. Il s'agissait, bien entendu, de travaux économétriques (4). Pourtant, les résultats en furent rapidement contestés (5). Il est vrai que ces travaux étaient construits sur des bases tant méthodologiques (6) que théoriques (7) extrêmement fragiles. Il est maintenant acquis que les effets de l'Euro sur le commerce interne des pays de l'UEM a été des plus réduits (8). L'étude publiée par NATIXIS enfonce donc le dernier clou dans le cercueil de cette idée.

De nombreux politiciens ont ainsi prétendu que l'introduction de l'Euro provoquerait, par son seul effet, une hausse de la croissance des pays membres d'environ 1%. Il n'en fut rien (9). En réalité, l'Euro a bien eu un effet sur le commerce *intra-zone*, mais cet effet a été essentiellement de réarranger les flux entre les pays et de conduire certains pays à se désindustrialiser tandis que d'autres (essentiellement l'Allemagne) profitaient très fortement de l'introduction de l'Euro (10). Tout ceci conduit à mettre en doute la rationalité économique de l'introduction de la monnaie unique. Elle a plutôt joué un rôle d'exacerbation des différences entre les pays membres, ce qui n'est pas surprenant si l'on y réfléchit un peu car les variations de taux de change entre les pays avaient fondamentalement (une fois la composante spéculative de court terme retirée) pour effet de compenser ces différences (11).

L'explosion des écarts de compétitivité

Les causes de cette situation sont connues. Elles furent analysées dans une étude publiée en 2017. Dans l'édition 2017 du *External Sector Report* (12), le Fonds Monétaire International a souligné l'ampleur du problème posé par la divergence des compétitivités dans le cadre de la zone Euro. Il a montré l'importance de ces problèmes pour des pays comme la France, mais aussi l'Italie et l'Espagne. On voit que le problème s'est même aggravé par rapport à l'édition 2016. Ces écarts de taux de change virtuel au sein de la zone Euro sont d'ailleurs régulièrement calculés par le FMI.

Tableau 1
Ampleur des appréciations/dépréciations des taux de change en cas de dissolution de la zone Euro

	Ajustement moyen en cas de dissolution	Ajustement maximal en cas de dissolution	Ecart avec l'Allemagne (normal-Maxi)	Ecart avec la France (normal-Maxi)
France	-11,0%	-16,0%	26-43%	-
Italie	-9,0%	-20,0%	24-47%	+2/-4%
Espagne	-7,5%	-15,0%	22,5-42%	+3,5/+1%
Belgique	-7,5%	-15,0%	22,5-42%	+3,5/+1%
Pays-Bas	+ 9,0%	+21,0%	6-6%	+20/+37%
Allemagne	+15,0%	+27,0%	-	+26/+43%

Source : écart des taux de change réels dans le FMI External Sector Report 2017 et consultations d'experts des questions de change réalisées au début d'août 2017

L'absence de circulation des capitaux au sein de la zone Euro, qui est bien indiqué dans l'étude de NATIXIS, rend d'autant plus dramatique cet éclatement de la compétitivité au sein de l'Euro, qui conduit à une sous-évaluation de la monnaie de l'Allemagne et à une surévaluation de la monnaie de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de la Belgique.

Une réforme de la zone Euro est-elle possible?

Alors, on dira que tout ceci survient alors que la « zone Euro » est restée fondamentalement incomplète: il n'y a pas eu de budget commun (du moins dans les proportions nécessaires) et pas d'union fiscale ni d'union de transferts. Mais, cette incapacité à réaliser ce que certains (et parfois honnêtement) tenaient pour le « programme global » de l'Euro est le produit de la résistance institutionnelles de plusieurs pays, et au premier lieu de l'Allemagne. Pour cette dernière, il n'a jamais été question d'avoir un budget fédéral et la seule forme de « fédéralisme » qui soit acceptable serait le contrôle par l'Allemagne des budgets des autres pays. Ce pays a toujours refusé de la manière la plus catégorique d'accéder aux diverses demandes d'une « union de transferts », demandes qui pourtant seraient logiques dans la perspective d'une Union européenne de type fédérale. De fait, l'Allemagne s'est servie de l'UE pour faire avancer ses *propres* intérêts nationaux au détriment des autres pays (13).

L'inachèvement de la « zone Euro » n'est donc pas conjoncturel comme on le prétend mais bien structurel. L'Allemagne a voulu cette situation parce que c'est la seule qui lui convenait. Dès lors, le future de l'Union Economique et Monétaire apparaît des plus sombres. Cette « union » devrait connaître ce qui fut le sort des autres « unions », c'est à dire se dissoudre (14). Mais, ce faisant, elle risque fort d'entraîner avec elle la dissolution de l'Union européenne elle-même.

L'échec de la zone Euro est aujourd'hui évident pour la grande majorité des observateurs.

NOTES:

(1) Natixis, Flash Economie, Pour l'instant la zone Euro est un échec, n°955, 5 septembre 2018.

(2) Mastromatteo, G. et S. Rossi (2015). The economics of deflation in the euro area: a critique of fiscal

austerity, in *Review of Keynesian Economics*, vol. 3, n° 3, pp. 336-350.

(3) Bibow J. et A. Terzi (dir.), *Euroland and the World Economy: Global Player or Global Drag?*, New York (N. Y.), Palgrave Macmillan, 2007.

(4) Rose, A.K. « One money, one market: the effect of common currencies on trade », *Economic Policy* Vol. 30, 2000, pp.7-45. Voir aussi: Rose, A. K., « Currency unions and trade: the effect is large, » *Economic Policy* Vol. 33, 449-461, 2001, et Rose, A.K., Wincoop, E. van « National money as a barrier to international trade: the real case for currency union », *American Economic Review*, Vol. 91, n°2/2001, pp. 386-390.

(5) Bun, M., Klaasen, F., « The euro effect on trade is not as large as commonly thought», *Oxford bulletin of economics and statistics*, Vol. 69, 2007, p. 473-496; Persson T., « Currency Unions and Trade: How Large is the Treatment Effect? » in *Economic Policy*, n°33, 2001, pp. 435-448. Nitsch V., « Honey I Shrunk the Currency Union Effect on Trade », *World Economy*, Vol. 25, 2002, n° 4, pp. 457-474.

(6) Greenaway, D. Kneller, R., « Firm heterogeneity, exporting and foreign direct investment », *Economic Journal*, 117, 2007, pp. 134-161; Flam, H., Nordström, H. (2006), « Trade volume effects of the euro: aggregate and sector estimates », IIES Seminar Paper No. 746.

(7) Kouparitsas, M. A., « Is the EMU a viable common currency area? A VAR analysis of regional business cycles », *Federal Reserve Bank of Chicago, Economic Perspectives*, vol. 23, 1999, n° 4, pp. 2-20.

(8) Baldwin R. (2006) « The euro's trade effects » *ECB Working Papers*, WP n°594, Frankfurt.
Baldwin R. et al. (2008), « Study on the Impact of the Euro on Trade and Foreign Direct Investment », *Economic Paper*, European Commission, n° 321.

(9) Voir Natixis, *Flash Economie*, Pour l'instant la zone Euro est un échec, n°955, op.cit.

(10) Kelejian, H. & al., « In the neighbourhood: the trade effects of the euro in a spatial framework », *Bank of Greece Working Papers*, 136, 2011.

(11) Glick, R., (1991), « European monetary union: Costs and benefits », *Federal Reserve Bank of San Francisco, Weekly Letter*, no. 91-16. Salvatore, D. and G. Fink, « Benefits and costs of European economic and monetary union », *The Brown Journal of World Affairs*, vol. 4, 1999, Issue 2, pp. 187-194.

(12) Voir <http://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2017/07/27/2017-external-sector-report> et <http://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2016/12/31/2016-External-Sector-Report-PP5057>